
RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

2016

Avril - Juin

Sommaire

1	Présentation du Groupe	3
1.1	Chiffres clés	4
1.2	Gouvernement d'entreprise	5
1.3	Les activités	7
1.4	Actionnariat du Groupe	9
1.5	Indicateurs boursiers	10
1.6	Relations avec les actionnaires	10
2	Commentaires sur l'exercice intermédiaire	11
2.1	Faits marquants de l'exercice intermédiaire	12
2.2	Effectifs	12
2.3	Evènements postérieurs au 30 juin 2016	12
2.4	Facteurs de risques et transactions entre parties liées	13
2.5	Examen de la situation financière du Groupe Cegedim	17
2.6	Perspectives	34
3	Comptes consolidés condensés	35
3.1	Bilan consolidé	36
3.2	Compte de résultat consolidé	38
3.3	Etat du résultat global consolidé	39
3.4	Tableau des variations des capitaux propres consolidés	40
3.5	Tableau des flux de trésorerie consolidés	41
3.6	Notes annexes aux états financiers consolidés	42
3.7	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	72
4	Informations complémentaires	73
4.1	Attestation du responsable du rapport financier des six premiers mois de 2016	74
4.2	Contacts	75



Rapport Financier Intermédiaire

Veillez noter que les états financiers consolidés semestriels font l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes et non les états financiers consolidés du deuxième trimestre.

1

Présentation du Groupe

1.1 Chiffres clés	4	1.4 Actionnariat du Groupe	9
1.2 Gouvernement d'entreprise	5	1.5 Indicateurs boursiers	10
1.3 Les activités	7	1.6 Relations avec les actionnaires	10

1.1 Chiffres clés

Les informations financières consolidées sélectionnées ci-dessous sont établies suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (« IFRS ») telles qu'adoptées par l'Union Européenne, sauf indication contraire.

Disclaimer : En application de la norme IAS 17 concernant l'activité de Cegelease, les contrats de location sont qualifiés en contrats de location financement entraînant une correction des chiffres 2015 publiés. Le lecteur est invité à se reporter à l'annexe 1.1 des notes annexes aux états consolidés (3.6) du présent document pour un détail complet des corrections effectuées. L'ensemble des chiffres cités dans ce document tiennent compte de cette correction.

<i>En millions d'euros à l'exception des données par action</i>	30.06.2016	30.06.2015
Chiffre d'affaires	215,5	206,7
EBITDA	25,7	35,1
Résultat opérationnel courant	9,2	20,3
Résultat net des activités poursuivies	-19,0	-8,3
Résultat net part du groupe	-19,8	24,2
Nombre d'actions en circulation	13 997 173	13 997 173
Nombre moyen d'actions hors autocontrôle	13 953 978	13 964 653
Résultat net par action	-1,4	1,7
Résultat net courant par action	-1,1	-0,3

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2016	31.12.2015
Total bilan	666,3	864,3
Ecart d'acquisition	189,5	188,5
Endettement financier net	216,6	167,6
Capitaux propres part du Groupe	198,4	228,1
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts	3,6	7,4

1.2 Gouvernement d'entreprise

1.2.1 Organes de direction et de contrôle

Une description complète de la Gouvernance d'entreprise est disponible dans le *Document de Référence 2015* déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 31 mars 2016 au chapitre 2 de la page 27 à la page 62.

Conseil d'Administration

Jean-Claude Labrune
Président du Conseil d'Administration

Bpifrance
Représenté par Anne-Sophie Hérelle

Jean-Pierre Cassan
Administrateur Indépendant

Sandrine Debroise

FCB
Représenté par Pierre Marucchi

GERS GIE
Représenté par Philippe Tcheng

Marcel Kahn

Aude Labrune

Laurent Labrune

Valérie Raoul-Desprez
Nommée sur proposition de Bpifrance

Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Représenté par Solange Aiache

Mazars
Représenté par Jérôme de Pastors

Comité d'Audit

Valérie Raoul-Desprez
Présidente

Jean-Pierre Cassan
Administrateur Indépendant

Aude Labrune

Pierre Marucchi

Comité de Nomination

Jean-Claude Labrune
Président

Jean-Pierre Cassan
Administrateur Indépendant

Valérie Raoul-Desprez

Comité des Rémunérations

Jean-Pierre Cassan
Président, Administrateur Indépendant

Aude Labrune

Comité Stratégique

Jean-Claude Labrune
Président

Anne-Sophie Hérelle

Laurent Labrune

Direction Générale

Jean-Claude Labrune
Président Directeur Général

Laurent Labrune
Directeur Général Délégué

Pierre Marucchi
Directeur Général Délégué

1.2.2 Curriculum vitae des nouveaux administrateurs

Madame Sandrine DEBROISE

Diplômée d'expertise comptable, titulaire d'une Maîtrise des Sciences et Techniques Comptables et Financières et d'un DESS de fiscalité de l'entreprise de l'Université Paris Dauphine, elle a débuté chez KPMG Audit paris avant d'intégrer Cegedim en 1999 à la direction financière.

Après avoir exercé divers postes à la direction financière dont Directeur Financier Groupe depuis 2010, elle est aujourd'hui Directeur Financier de la holding familiale FCB.

Monsieur Marcel KAHN

Diplômé de l'ESSEC, expert-Comptable et membre de l'Institut des Actuaire Français, il dispose de plus de 27 ans d'expérience financière et des directions générales ainsi que d'une très bonne connaissance du monde de l'assurance et des mutuelles.

Après avoir exercé diverses fonctions au sein de AXA, PartnerRe et Scor, il devient Directeur général du groupe MACSF jusqu'en mai 2014. Aujourd'hui il exerce une activité de conseil et d'accompagnement des directions générales.

1.3 Activités

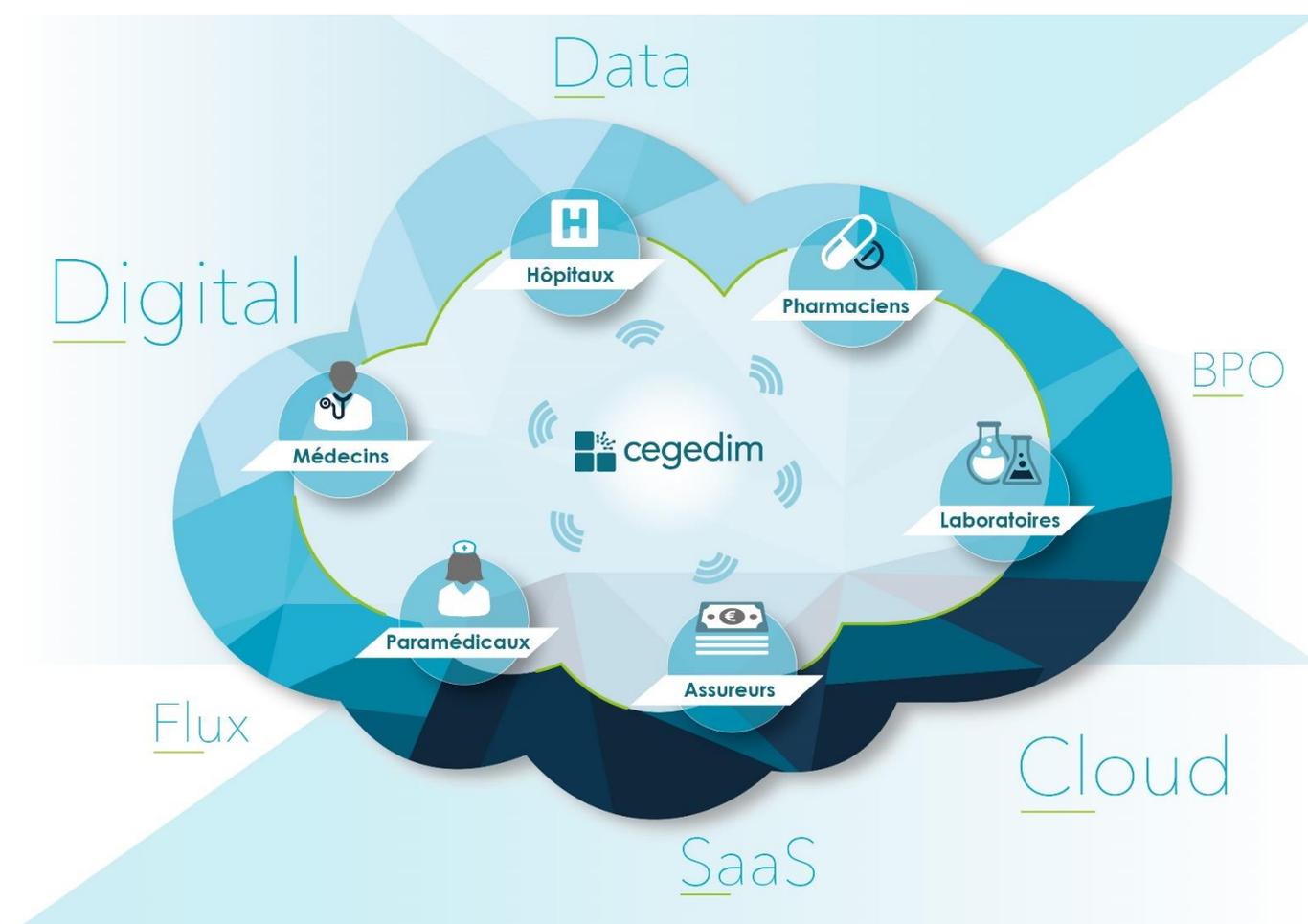
Cegedim est une entreprise innovante de technologies et de services spécialisée dans la gestion des flux numériques de l'écosystème santé et BtoB, ainsi que dans la conception de logiciels métier destinés aux professionnels de santé et de l'assurance.

Le Groupe est également présent dans les métiers de la gestion des ressources humaines et de la dématérialisation pour tous types d'industries.

Cegedim a réalisé un chiffre d'affaires de 426,2 millions d'euros en 2015 et compte plus de 3 600 collaborateurs dans 11 pays.

Les activités de Cegedim sont organisées en 2 divisions opérationnelles en fonction des services proposés et des clients ciblés :

- Assurance santé, RH et e-services
- Professionnels de santé



1.4.1 Principales activités



Assurance santé, RH et e-services

CEGEDIM INSURANCE SOLUTIONS

La Business Unit *Cegedim Insurance Solutions* regroupe l'ensemble des solutions et services du Groupe destinés aux assureurs, mutuelles, institutions de prévoyance et intermédiaires, à travers ses filiales *Cegedim Activ, Activus, Cetip* et *iGestion*. Cette entité rassemble des compétences sur l'ensemble de la chaîne des échanges entre les professionnels de santé, les organismes assureurs et les gestionnaires de régimes obligatoires et complémentaires. *Cegedim Insurance Solutions* a enrichi son offre digitale via des solutions innovantes en prévention santé axées sur la gestion du capital bien être/santé, l'hospitalisation, l'aidant familial et la maladie chronique.

CEGEDIM E-BUSINESS

Spécialiste de la dématérialisation depuis 1989, *Cegedim* conçoit, développe et commercialise des offres de dématérialisation de factures, d'archivage à valeur probante et d'EDI à travers sa Business Unit *Cegedim e-business*.

CEGEDIM SRH

Cegedim SRH propose aux Directions des Ressources Humaines, *TEAMS^{RH}*, une plateforme SIRH complète et modulaire en mode SaaS.

DIGITAL**e-promotion**

MedExact propose divers supports de marketing digital auprès des médecins et des pharmaciens équipés des logiciels *Cegedim*.

RNP, Réseau National de Promotion, propose à ses clients un ensemble de prestations permettant de développer la visibilité de leurs produits en pharmacies et parapharmacies d'enseignes : campagnes de media point de vente (vitrines, écrans géants), mise en place de linéaires, d'opérations promotionnelles chez les groupements stratégiques, enquête point de vente.

DONNEES

Statistiques de vente des produits de santé et de parapharmacie & Données Patients en vie réelle.

Professionnels de santé**CEGEDIM HEALTHCARE SOFTWARE (CHS)**

Cette division regroupe l'ensemble des activités du Groupe d'informatisation des professionnels de santé. Elle compte plus de 237 000 postes de travail médecins et paramédicaux, et 83 000 postes de travail pharmacies utilisateurs de ses solutions dans neuf pays (Belgique, Chili, Espagne, États-Unis, France, Italie, Roumanie, Royaume-Uni, Tunisie). En 2015, *CHS* s'est renforcé dans les logiciels Web et dans le développement de l'écosystème Patient, véritable plateforme d'échanges entre patients et professionnels de santé.

Les activités de *CHS* se répartissent entre :

- Logiciels pharmaciens (*Smart Rx, Cegedim Rx UK et Roumanie, Webstar, Next Software*) ;
- Logiciels médicaux (*CLM, INPS, HDMP, Millennium, Stacks, Pulse Systems*) ;
- Logiciels paramédicaux (*RM Ingénierie*) ;
- Base de données médicamenteuse (*Resip/Base Claude Bernard*).

CEGELEASE

Cegelease propose, en France, aux professionnels et entreprises de tous secteurs, des offres de location financière pour l'équipement informatique (logiciel, matériel et maintenance) et l'aménagement des locaux (enseignes, robotique, mobilier,...).

1.4 Actionnariat du Groupe au 30 Juin 2016

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	% détenu	Nombre de votes simples	Nombre de votes doubles		Total voix	% droits de vote
				Actions	Voix		
FCB	7 375 891	52,70%	14 847	7 361 044	14 722 088	14 736 935	62,79%
Bpifrance participations	2 102 061	15,02%	0	2 102 061	4 204 122	4 204 122	17,91%
Public	4 475 960	31,98%	4 423 516	52 444	104 888	4 528 404	19,29%
Cegedim ⁽¹⁾	43 261	0,31%	0	0	0	0	0,00%
Total	13 997 173	100,00%	4 438 363	9 515 549	19 031 098	23 469 461	100,00%

(1) Y compris le contrat de liquidité

1.5 Indicateurs boursiers

1.5.1 L'action Cegedim

Cotée sur Euronext Paris, dans le compartiment B.

Code ISIN : FR0000053506

Ticker Reuters : CGDM.PA

Ticker Bloomberg : CGM

Le cours de Cegedim est consultable avec une mise à jour différée de quelques minutes sur le site Cegedim.fr.

1.5.2 Performance boursière au 30 juin 2016

L'action Cegedim a évolué positivement au cours du deuxième trimestre 2016. Le cours de clôture à fin juin 2016 était de 27,47€ ; en hausse de 7,7% sur la période. Le 30 juin 2016, le cours a atteint son plus haut niveau à 27,47€.

L'action Cegedim a évolué négativement au cours du premier semestre 2016. Le cours de clôture à fin juin 2016 était de 27,47€ ; en baisse de 14,2% sur la période. Le 18 janvier 2016, le cours a atteint son plus haut niveau à 32,73€.

	Jan. - Juin		Avr. - Juin	
	2016	2015	2016	2015
Valeur de l'action en clôture	27,47	37,86	27,47	37,88
Moyenne sur la période	25,44	33,33	25,20	34,56
Plus haut sur la période	32,73	38,99	27,47	38,99
Plus bas sur la période	21,02	29,45	23,35	30,61
Capitalisation boursière	384,5	529,9	384,5	530,2
Nombre de titre émis	14,0M	14,0M	14,0M	14,0M

1.6 Relations avec les actionnaires

La politique de Cegedim en matière de communication financière est de délivrer rapidement aux investisseurs et au marché une information pertinente et opportune sur les performances de l'entreprise.

Un des éléments clé de la communication avec le marché est la publication des résultats, tel que rapport annuel et trimestriel.

A la suite de la publication des communiqués de presse financiers Cegedim organise une conférence téléphonique en anglais. Cegedim rencontre régulièrement les investisseurs institutionnels au travers de réunions et de roadshows en Europe et aux Etats-Unis.

Politique en matière de communication financière

Simplicité, transparence, clarté.

Agenda prévisionnel 2016

29 novembre 2016 : Résultats du troisième trimestre 2016

14 décembre 2016 : 7^{ème} Investor Summit

Contact actionnaires

Jan Eryk Umiastowski

Directeur des investissements

Directeurs des Relations Investisseurs

Tel : +33 (0) 1 49 09 33 36

Janeryk.umiastowski@cegedim.com

2

Commentaires sur l'exercice intermédiaire

2.1 Faits marquants de l'exercice intermédiaire	12	2.4 Facteurs de risques et transactions entre parties liées	13
2.2 Effectifs	12	2.5 Examen de la situation financière du Groupe Cegedim	17
2.3 Evènements postérieurs au 30 juin 2016	12	2.6 Perspectives	34

2.1 Faits marquants de l'exercice

Nouvelle facilité de crédit

En janvier 2016, le Groupe a mis en place une nouvelle facilité de crédit sous la forme d'un RCF de 200 millions d'euros sur 5 ans. Le taux d'intérêt appliqué pour cette facilité de crédit est égal à Euribor plus une marge. L'Euribor est au choix de Cegedim à 1, 3 ou 6 mois sachant qu'en cas d'Euribor négatif, il est considéré comme étant égal à 0. La marge varie entre 0,70% et 1,40% en fonction du ratio de levier calculé semestriellement en juin et décembre (cf. Point 2.4.1.1 page 13 du rapport financier semestriel 2016).

Exercice de l'option de call sur l'intégralité de l'emprunt obligataire 2020

Le 1^{er} avril 2016, Cegedim a exercé son option de call sur l'intégralité de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020, code ISIN XS0906984272 et XS0906984355, pour un montant total en principal de 314 814 000,00 euros et au prix de 105,0625% soit une prime totale de

15 937 458,75 euros. La société a procédé à l'annulation de ces titres. L'opération a été financée par un tirage partiel du RCF négocié en janvier 2016 combiné au produit de cession à IMS Health. A l'issue de l'opération, l'endettement du Groupe est constitué du prêt subordonné FCB pour 45,1 millions d'euros, du tirage partiel du RCF de 200 millions d'euros et de facilités de découverts.

S&P a revu à la hausse la notation de Cegedim à BB avec perspective positive

A la suite de l'annonce de l'opération de remboursement de l'intégralité de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020, l'agence de notation Standard and Poor's a revu à la hausse le 28 avril 2016, la notation de Cegedim qui s'établit désormais à BB, perspective stable.

A l'exception des faits indiqués ci-dessus, il n'y a eu postérieurement à la clôture et à la connaissance de la société, aucun événement ou changement de nature à modifier de façon significative la situation financière du Groupe.

2.2 Effectifs

Au 30 juin 2016, le Groupe Cegedim emploie, au titre des activités poursuivies, 3 893 collaborateurs dans le monde, c'est à dire une progression de 167 collaborateurs, soit 4,5%, par rapport au 31 décembre 2015 (3 726 collaborateurs) et une progression de 454 collaborateurs, soit 13,2% par rapport au 30 juin 2015,

(3 439 collaborateurs). Il est à noter que les effectifs incluent les collaborateurs issus de l'acquisition d'*Activus* en juillet 2015 et de *Nightingale* en octobre 2015. Il est également à noter que 69% des embauches réalisées au premier semestre 2016 ont été réalisées au cours du premier trimestre 2016.

2.2.1 Effectifs par zone géographique

	30.06.2016	30.06.2015
France	2 658	2 479
EMEA hors France	993	815
Amérique	242	138
Groupe Cegedim	3 893	3 432

2.2.2 Effectifs par division

	30.06.2016	30.06.2015
Assurance santé, RH et e-santé	1 877	1 621
Professionnels de santé	1 701	1 622
Activités non réparties	315	189
Groupe Cegedim	3 893	3 432

2.3 Evènements postérieurs au 30 juin 2016

Il n'y a eu postérieurement à la clôture et à la connaissance de la société, aucun événement ou changement de nature à

modifier de façon significative la situation financière du Groupe.

2.4 Facteurs de risques et transactions entre parties liées

2.4.1 Facteurs de risques

Une description complète des principaux risques est disponible dans le *Document de Référence 2015* déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 31 mars 2016 au chapitre 2.4 Facteurs de risques et assurances de la page 40 à la page 55. Au cours des six premiers mois de 2016, Cegedim n'a pas constaté de changements significatifs.

Cependant à la suite de la mise en place d'une nouvelle facilité de crédit en janvier 2016 et de l'exercice de l'option de call sur l'intégralité de l'emprunt obligataire 2020 en avril 2016, les risques 2.4.1.1 de la page 40 à 42 et 2.4.1.3 de la page 42 à 45 du Document de Référence 2015 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 31 mars 2016 sont actualisés ci-dessous.

2.4.1.1 Le niveau d'endettement de Cegedim est susceptible d'avoir un impact négatif sur sa condition financière et de l'empêcher de remplir ses obligations liées aux accords de dette (Risque 2.4.1.1 du Document de référence 2015)

En mai 2007, Cegedim a contracté un prêt de 50,0 millions d'euros auprès de son principal actionnaire FCB, le prêt FCB. L'accord de prêt entre Cegedim SA et FCB a été signé le 7 mai 2007 ; il a ensuite été amendé le 5 septembre 2008 et le 21 septembre 2011 afin d'en proroger la durée et d'en modifier le taux d'intérêt applicable. Lors de l'augmentation de capital de décembre 2009, FCB a souscrit à hauteur de 4,9 millions d'euros en convertissant une portion du prêt FCB. Ainsi le solde du prêt FCB est de 45,1 millions d'euros. Le 14 janvier 2016 le contrat de prêt a été amendé afin de le subordonner à la facilité de crédit de 200 millions d'euros souscrite le même jour, d'en proroger la durée et d'en modifier le taux d'intérêt applicable.

Le 20 mars 2013, Cegedim a émis un emprunt obligataire de premier rang à 6,75% d'un montant de 300 millions d'euros selon les règles Reg S et 144A, arrivant à échéance le 1^{er} avril 2020. L'emprunt obligataire est coté en Bourse de Luxembourg et les codes ISIN sont XS0906984272 et XS0906984355. Le prix d'émission a été de 100% de la valeur nominale.

Le 7 avril 2014, Cegedim a émis 125 millions d'euros d'obligations additionnelles à son émission de 300 millions d'euros à 6,75% arrivant à échéance en 2020. Le prix d'émission a été de 105,75% augmenté des intérêts courus

depuis le 1^{er} avril 2014. À l'exception de la date et du prix d'émission, ces nouvelles obligations sont identiques aux obligations émises dans le cadre de l'emprunt obligataire 6,75% de 300 millions d'euros à échéance 2020 émis le 20 mars 2013. Entre 6 mai 2015 et le 25 février 2016, Cegedim a procédé sur le marché au rachat de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020 pour un montant total en principal de 110,2 millions d'euros. La société a procédé à l'annulation de ces titres. Ainsi le montant restant en circulation est de 314,8 millions d'euros en principal.

Le 14 janvier 2016, Cegedim a obtenu de ses banquiers une facilité de crédit revolving en euro de 200,0 millions d'euros arrivant à échéance le 14 janvier 2021.

Le 1^{er} avril 2016 *Cegedim* a exercé son option de call sur l'intégralité de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020, code ISIN XS0906984272 et XS0906984355, pour un montant total en principal de 314 814 000,00 euros et au prix de 105,0625% soit une prime total de 15 937 458,75 euros. La société a procédé à l'annulation de l'intégralité de ces titres. L'opération a été financée par un tirage partiel du RCF négocié en janvier 2016 combiné au produit de cession à IMS Health. A l'issue de l'opération, l'endettement du Groupe est constitué du prêt subordonné FCB pour 45,1 millions d'euros, du tirage partiel du RCF de 200 millions d'euros et de facilités de découverts.

LA STRUCTURE DE LA DETTE AU 30 JUIN 2016 EST LA SUIVANTE :

- Crédit revolving de 200 millions d'euros, dont 169 millions d'euros tirés au 30 juin 2016, arrivant à échéance le 14 janvier 2021 ;
- Prêt de FCB de 45,1 millions d'euros arrivant à échéance en janvier 2021 ;
- 24,0 millions d'euros de facilités de découvert dont 0,1 million d'euros utilisés au 30 juin 2016.

TAUX D'INTERET

L'intérêt payable sur la facilité de crédit revolving est la somme de la marge applicable sur l'Euribor et de certains coûts obligatoires (commission de non-utilisation égale à 35% de la marge applicable et commission d'utilisation égale à 10 points de base (bps), si le montant du tirage est inférieur à un tiers ; de 20bps si le montant du tirage est supérieur ou égal à un tiers et inférieur à deux tiers et de 40bps si le montant du tirage est supérieur ou égal aux deux tiers du montant de la facilité de crédit revolving). La marge applicable est fonction du ratio de levier financier consolidé.

Le tableau ci-contre indique le barème de la marge applicable pour la facilité de crédit revolving.

Ratio de levier financier	Marge applicable (% par an)
Ratio \leq 1,00	0,70
1,00 < Ratio \leq 1,50	0,90
1,50 < Ratio \leq 2,00	1,10
Ratio > 2,00	1,40

Au premier semestre 2016, la marge applicable sur les tirages au titre de la facilité de crédit revolving est de 0,90%. Au deuxième semestre 2016 la marge applicable sur les tirages au titre de la facilité de crédit revolving est de 1,40%.

Le prêt FCB porte intérêt à un taux supérieur de 200 bps au taux applicable dans le cadre de l'accord de la facilité de crédit revolving. L'intérêt est payable chaque semestre, le 30 juin et le 31 décembre.

AMORTISSEMENT DE LA DETTE

La facilité de crédit revolver et le prêt FCB arrive à échéance le 14 janvier 2021 sans amortissement.

Cegedim peut, occasionnellement, recourir à une dette supplémentaire substantielle pour financer le fonds de roulement, les dépenses d'investissement, les prises de participation, les acquisitions ou à d'autres fins. Dans ce cas, le Groupe voit croître les risques liés à son niveau d'endettement. Un haut niveau d'endettement peut, notamment, avoir d'importantes répercussions pour les détenteurs d'actions, à savoir :

- restriction de la capacité du Groupe à obtenir des financements supplémentaires pour le fonds de roulement, les dépenses en capital, les acquisitions et autres besoins d'ordre général ;
- nécessité de consacrer une part substantielle de son flux de trésorerie aux paiements du service de la dette (principal et intérêts) et non à d'autres fins, réduisant par conséquent la trésorerie disponible pour le Besoin en Fonds de Roulement, les dépenses d'investissement, les acquisitions et autres besoins d'ordre général ;
- difficulté accrue pour le Groupe de remplir ses obligations liées à la dette ;
- accroissement de la vulnérabilité du Groupe au regard de la conjoncture économique et industrielle défavorable ;
- exposition du Groupe au risque de hausse de taux d'intérêt, en effet certains des emprunts sont à taux d'intérêt variables ;
- moindre flexibilité du Groupe pour anticiper et réagir aux évolutions de son secteur d'activité ;

- effets négatif sur les conditions de crédit auprès de ses créanciers ;
- désavantage du Groupe face à des concurrents ayant un levier financier moindre ou des ressources financières supérieures ; et
- augmentation du coût de financement.

En outre, Cegedim doit respecter des clauses restrictives qui limitent sa capacité à entreprendre des activités qui pourraient servir au mieux ses intérêts à long terme. L'incapacité du Groupe à respecter ces engagements peut être à l'origine d'un cas de défaut qui peut, en l'absence de correction ou de renonciation, entraîner l'accélération du remboursement d'une portion significative de sa dette. L'un ou l'autre de ces événements ou conséquences peut avoir une incidence défavorable significative sur sa capacité à remplir ses obligations au regard de la dette. La capacité du Groupe à effectuer les paiements du service de la dette et à refinancer son endettement et à financer les futurs besoins en fonds de roulement, les dépenses d'investissement, les acquisitions et autres besoins d'ordre général dépendra de ses performances opérationnelles futures et de sa capacité à générer de la trésorerie à partir de ses activités. La capacité de Cegedim à générer de la trésorerie à partir des opérations dépend, en grande partie, de facteurs économiques, concurrentiels, légaux et réglementaires ainsi que d'autres facteurs échappant à son contrôle. Le Groupe pourrait ne pas pouvoir générer suffisamment de flux de trésorerie ou réunir suffisamment de capitaux pour le paiement du service de la dette ou le financement de ses futures acquisitions ou d'autres dépenses en besoins de fonds de roulement. Si une nouvelle dette s'ajoute aux dettes en cours, les risques auxquels fait face le Groupe actuellement pourraient s'intensifier. Pour en savoir plus sur les flux de trésorerie et les liquidités de Cegedim consultez le point 2.5.3 du présent Rapport Financier Trimestriel.

2.4.1.2 Les clauses restrictives des accords de dette existants de Cegedim peuvent limiter sa capacité à exercer son activité et à financer ses futures opérations ou besoins en capital, ou à développer d'autres activités (Risque 2.4.1.3 du Document de Référence 2015)

Les accords de dette comprennent différents engagements restrictifs qui imposent des restrictions financières et opérationnelles significatives au Groupe et peuvent limiter sa capacité à entreprendre des actions qui pourraient servir au mieux ses intérêts à long terme, dont des restrictions sur sa capacité à :

- recourir à une dette supplémentaire ;
- payer des dividendes ;
- réaliser des emprunts et investissements ;
- vendre des actifs ;
- altérer les activités du Groupe ;

Ces restrictions font l'objet d'un certain nombre de conditions et d'exceptions. Pour respecter les restrictions contenues dans certains de ces engagements, *Cegedim* doit se conformer à certains ratios et tests. L'obligation, pour le Groupe, de respecter ces clauses peut avoir une incidence négative significative sur sa capacité à réagir aux évolutions du marché, à tirer partie des opportunités de développement que le Groupe estime intéressantes, à obtenir des financements futurs, à trouver les fonds nécessaires pour faire face à ses investissements, ou à gérer un déclin futur ou continu de son activité.

De plus, dans le cadre de l'accord de facilité de crédit revolving, *Cegedim* doit se conformer à un test semestriel de ratio de levier financier maximal et un test de ratio de couverture de frais financiers minimal. Le ratio de couverture des frais financiers devient de plus en plus restrictif avec le temps. La capacité du Groupe à respecter ses engagements financiers peut être mise à mal par des événements échappant au contrôle du Groupe, et *Cegedim* pourrait ne pas être en mesure de respecter ses engagements.

Le non-respect de ces engagements au titre des accords de dette existant et de tout futur accord de dette pourrait occasionnellement générer un cas de défaut au regard des accords de dette applicables. Un tel cas de défaut pourrait permettre aux créanciers d'accélérer la dette en question et entraîner l'accélération du paiement de toute autre dette faisant l'objet d'une clause de défaut croisé ou d'accélération croisée. Dans le cas où les porteurs des titres de créances ou d'autres créanciers accéléreraient le remboursement des emprunts, le Groupe et ses filiales pourraient ne pas bénéficier de suffisamment d'actifs pour rembourser cette dette. En conséquence de ces restrictions, le Groupe pourrait être :

- limité dans sa capacité à gérer son activité ;
- dans l'incapacité à recourir à une dette ou des fonds propres supplémentaires pour faire gérer l'activité en période de ralentissement économique ou d'activité ;
- dans l'incapacité à rester compétitif ou à tirer parti de nouvelles opportunités commerciales.

Ces restrictions peuvent influencer sur la capacité du Groupe à se développer selon sa stratégie.

Le risque de liquidité du Groupe est induit principalement par l'échéance, l'amortissement et les paiements d'intérêt de la facilité de crédit revolving, du prêt FCB et des accords de découvert. Les emprunts sont suivis de façon centralisée.

Dette financière nette	En millions d'euros
30.06.2015	157,6
30.09.2015	168,7
31.12.2015	159,3
31.03.2016	201,0
30.06.2016	202,1

FACILITE DE CREDIT REVOLVING

Structure

L'accord de facilité de crédit revolving porte sur un crédit revolving euro d'un montant de 200,0 millions d'euros.

L'accord de facilité de crédit revolving n'est pas assorti de sûretés et n'est garanti par aucune des filiales du Groupe. Les obligations de paiement au titre de l'accord de facilité de crédit revolving sont de même rang que les autres obligations non assorties de sûretés et non subordonnées du Groupe.

Remboursement

Chaque tirage fait au titre de la facilité de crédit revolving est payable à la fin de la période d'intérêt.

Covenants financiers

Cegedim est soumis à deux covenants de maintenance dans le cadre de l'accord de facilité de crédit revolving. La conformité à ces engagements financiers est déterminée conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS).

Le Groupe doit s'assurer que jusqu'à la date de fin de cette facilité et pour les périodes de 12 mois pertinentes, le ratio de levier financier est inférieur au chiffre indiqué dans le tableau ci-dessous et que le ratio de couverture d'intérêt est supérieur au chiffre indiqué dans ce même tableau.

Période de 12 mois se terminant le	Ration de levier financier	Ratio de couverture d'intérêt
30.06.2016	2,50	1,50
31.12.2016	2,50	1,50
30.06.2017	2,50	1,50
31.12.2017	2,50	4,50
30.06.2018	2,50	4,50
31.12.2018	2,50	4,50
30.06.2019	2,50	4,50
31.12.2019	2,50	4,50
30.06.2020	2,50	4,50
31.12.2020	2,50	4,50

L'endettement financier net considéré ne prend pas en compte la dette de participation des salariés ni le prêt FCB.

Covenants non financiers et autres clauses

Au titre de l'accord de facilité de crédit revolving, Cegedim est soumise à des interdictions en matière d'octroi de sûretés sur tout ou partie de ses actifs et sur la cession de tout ou partie de ses actifs dans le cadre de transactions visant à augmenter le niveau d'endettement ou à réaliser une acquisition.

L'accord de facilité de crédit revolving prévoit également des engagements d'ordre général, notamment une interdiction d'encourir des dettes supplémentaires, sous réserve d'exceptions limitées, et relativement à la cession d'actifs, ainsi que des restrictions sur l'octroi de prêts, de crédits, de garanties, sur la distribution de dividendes et sur la réalisation de fusions.

L'accord de facilité de crédit revolving comprend également des clauses d'obligations conventionnelles, de représentations, des garanties et des engagements.

L'accord de facilité de crédit revolving prévoit également d'autres cas conventionnels de défaut.

Loi applicable

L'accord de facilité de crédit revolving est régi par le droit français.

PRET FCB

Structure

Le prêt FCB n'est pas assorti de sûreté et n'est garanti par aucune des filiales de Cegedim. Les obligations de paiement au titre du prêt FCB sont subordonnées à la facilité de crédit revolving.

Covenants non financiers et autres clauses

Selon les termes de l'accord de subordination entre la facilité de crédit revolving et le prêt FCB, le Groupe ne peut rembourser que 5 millions d'euros avant la maturité de janvier 2021.

Loi applicable

L'accord de prêt FCB est régi par le droit français.

FACILITES DE DECOUVERT

Le Groupe a mis en place des facilités de découvert avec plusieurs banques françaises pouvant aller jusqu'à 24,0 millions d'euros. Ces facilités sont conclues pour une durée indéfinie ; l'une ou l'autre des parties peut y mettre fin à tout moment. Leurs taux d'intérêt sont variables et indexés sur l'Euribor. Au 30 juin 2016, le Groupe a un encours de 0,1 million d'euros au titre de ces facilités.

PRINCIPAUX FINANCEMENTS

Le tableau ci-dessous présente les principaux financements de Cegedim en date du 30 juin 2016.

<i>En millions d'euros</i>	Total	Moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Facilité de crédit revolving	169,0		169,0	
Prêt FCB	45,1	-	45,1	
Facilité de découvert	0,1	0,1	-	-
Total	214,2	0,1	214,1	-

Au 30 juin 2016, les lignes de crédit confirmées du Groupe s'élevaient à 200,0 millions d'euros, dont 31,0 millions d'euros non utilisés.

2.4.2 Transactions entre parties liées

Une description des transactions avec les parties liées est disponible au chapitre 9.5 page 214 et dans la note 5.3 page 113 du chapitre 4.6 du Document de Référence 2015 de Cegedim déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 31 mars 2016. Au cours des six premiers mois de 2016, Cegedim n'a identifié aucune autre transaction significative avec les parties liées.

2.5 Examen de la situation financière du Groupe Cegedim

2.5.1 Correction du traitement comptable des activités de location dans les comptes consolidés de Cegedim

Cegelease est une filiale à 100% de *Cegedim* qui propose, depuis 2001, des offres de location financière au travers de contrats principalement destinés aux officines pharmaceutiques et aux professionnels de santé en France. A l'origine, ces solutions de location s'adressaient aux pharmaciens clients du *Groupe Cegedim* qui souhaitent louer, plutôt qu'acheter comptant, leurs logiciels de gestion d'officine. Au fil du temps, l'activité de la société *Cegelease* a évolué, passant de revendeur exclusif des produits développés par le Groupe, à broker de contrats de location multi-solutions (concernant des produits du Groupe mais aussi de sociétés tierces) et multi-clients (certains clients n'étant pas communs à d'autres filiales du Groupe).

A la suite de la cession des activités CRM et données stratégiques à IMS Health, *Cegedim* a procédé à une revue

approfondie de ces activités. Cette revue s'est traduite par la requalification des contrats de location, conformément à la norme IAS 17, lors de la publication des comptes 2015 le 23 mars 2016. Ainsi les comptes du premier et du deuxième trimestre ainsi que ceux du premier semestre 2015 de la division *Professionnels de santé* ont été retraités.

La société *Cegelease* représentant moins de 10% du chiffre d'affaires et de l'EBITDA consolidé, elle a été réintégrée dans la division *Professionnels de santé* depuis la publication des comptes 2015 le 23 mars 2016.

Enfin, en mars 2015, *Cegedim Kadriège* a été classée en activité visant à être cédée ainsi, les comptes du premier trimestre 2015 de la division *Assurance santé, RH et e-services* ont été retraités.

Les impacts sur les comptes du deuxième trimestre 2015 antérieurement publiés sont présentés ci-après :

Impact compte de résultat du T2 2015

En millions d'euros	T2 2015 publié	Correction contrats location	T2 2015 retraité
Chiffre d'affaires	124,3	-18,1	106,2
Achats consommés	-22,8	11,7	-11,1
Charges externes	-29,4	3,6	-25,7
EBITDA	23,2	-2,8	20,4
Dotation aux amortissements	-10,2	2,7	-7,5
Résultat opérationnel courant	13,0	0,0	12,9

Chiffre d'affaires du T2 2015 par division

En millions d'euros	T2 2015 publié	T2 2015 retraité
Assurance santé, RH et e-services	57,5	57,0
Professionnels de santé	39,3	48,1
Cegelease	26,8	-
Activités non réparties	1,1	1,1
Groupe Cegedim	124,8	106,2

Les impacts sur les comptes du premier semestre 2015 antérieurement publiés sont présentés ci-après :

Impact compte de résultat au 30 juin 2015

En millions d'euros	30.06.2015 publié	Correction contrats location	30.06.2015 retraité
Chiffre d'affaires	245,3	-38,7	206,7
Achats consommés	-45,3	25,3	-20,0
Charges externes	-59,7	7,0	-52,7
EBITDA	41,5	-6,4	35,1
Dotation aux amortissements	-21,2	6,3	-14,8
Résultat opérationnel courant	20,3	0,0	20,3

Chiffre d'affaires au 30 juin 2015 par division

En millions d'euros	30.06.2015 publié	T2 2015 retraité
Assurance santé, RH et e-services	111,5	110,7
Professionnels de santé	76,5	94,0
Cegelease	56,1	-
Activités non réparties	1,9	1,9
Groupe Cegedim	246,1	206,7

2.5.2 Comptes de résultat consolidé du deuxième trimestre 2016

En millions d'euros		T2 2016	T2 2015	Variation
Chiffre d'affaires	M€	109,3	106,2	+2,9%
Achats consommés	M€	-7,8	-11,1	-30,2%
Charges externes	M€	-32,4	-25,7	+25,8%
Frais de personnel	M€	-52,2	-46,1	+13,3%
EBITDA	M€	14,6	20,4	-28,4%
Marge EBITDA	%	13,4%	19,2%	-586bps
Dotations aux amortissements	M€	-8,4	-7,5	+10,9%
EBIT avant éléments exceptionnels	M€	6,2	12,9	-51,5%
Marge EBIT avant éléments exceptionnels	%	5,7%	12,1%	-641bps
Éléments exceptionnels	M€	-2,6	-1,3	+103,4%
EBIT	M€	3,6	11,6	-68,9%
Marge EBIT	%	3,3%	10,9%	-760bps
Coût de l'endettement financier net	M€	-0,7	-16,4	-95,9%
Total d'impôt	M€	-1,4	-1,4	+2,3%
Résultat net consolidé des activités poursuivies	M€	2,1	-5,7	n.m.
Résultat net des activités destinées à être cédées	M€	-0,4	31,3	n.m.
Résultat net part du groupe	M€	1,7	25,6	-93,5%

Le chiffre d'affaires des activités poursuivies a progressé de 3,1 millions d'euros, soit 2,9%, passant de 106,2 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à 109,3 millions d'euros au deuxième trimestre 2016. Hors effets de change négatif de 1,3%, et effet de périmètre positif de 1,9% le chiffre d'affaires a progressé de 2,4%.

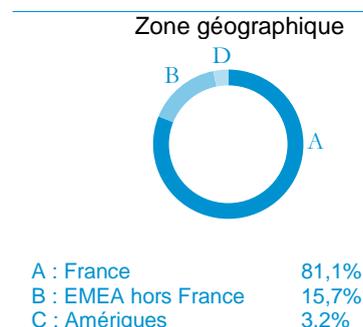
L'effet défavorable de conversion de devises de 1,4 million d'euros, soit 1,3%, est principalement dû à un impact négatif de la Livre Sterling (13,9% du CA) de 1,3 million d'euros.

L'effet favorable de périmètre de 2,0 million d'euros, soit 1,9%, est dû à l'acquisition de la société *Activus* au Royaume-Uni en juillet 2015.

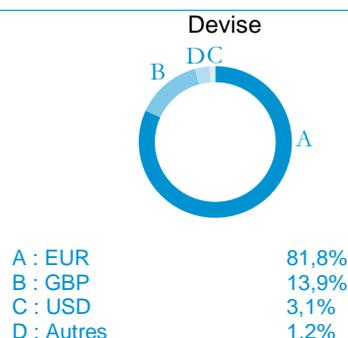
Au deuxième trimestre 2016, en organique, la division *Assurance santé, RH et e-services* progresse de 10,3% alors que les divisions *Professionnels de santé* et *Activités non réparties* reculent respectivement de 6,3% et 29,2%.

Par zone géographique, la contribution de la France progresse de 2,6 points à 81,1% alors que l'EMEA (hors France) et les Amériques reculent de respectivement 2,3 points et 0,4 point à respectivement 15,7% et 3,2%.

Ventilation du chiffre d'affaires du T2 2016 par :



La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : l'Euro progresse de 1,9 point à 81,8% alors que la Livre Sterling et le dollar US reculent respectivement de 1,4 point, et 0,4 point à respectivement 13,9% et 3,1%, alors que et les autres devises demeurent relativement stables à 1,2%.



Par division, la répartition du chiffre d'affaires évolue peu. La division *Assurance santé, RH et e-services* progresse de 5,7 points à 59,3% alors que la division *Professionnels de santé* recule de 5,3 points à 40,0%. La division *Activités non réparties* demeure relativement stable à 0,7%.

Charges d'exploitation

Les achats consommés ont reculé de 3,4 millions d'euros, soit 30,2%, passant de 11,1 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à 7,8 millions d'euros au deuxième trimestre 2016. Ils représentaient 10,5% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2015 contre 7,1% au deuxième trimestre 2016. Ce recul des achats consommés résulte principalement de l'évolution de l'activité des activités d'informatisation des médecins au Royaume-Uni.

Les charges externes ont progressé de 6,6 millions d'euros, soit 25,8%, passant de 25,7 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à 32,4 millions d'euros au deuxième trimestre 2016. Elles représentaient 24,2% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2015 contre 29,6% au deuxième trimestre 2016. Cette progression résulte principalement d'un recours accru au personnel intérimaire dans le cadre de la migration et du développement des offres du Groupe.

Les frais de personnel ont progressé de 6,1 millions d'euros, soit 13,3%, passant de 46,1 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à 52,2 millions d'euros au deuxième trimestre 2016. Ils représentaient 43,4% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2015 contre 47,8% au deuxième trimestre 2016. Cette progression est le reflet d'une augmentation des effectifs principalement entre juin 2015 et mars 2016 liée au lancement de l'offre RCM aux Etats-Unis, aux acquisitions d'*Activus* en Juillet 2015 et de *Nightingale* fin 2015, au développement de l'activité Cegedim SRH en France et au renforcement des équipes de R&D afin d'assurer la transition vers le SaaS. Il est à noter que sur les douze derniers mois des embauches ont eu lieu entre juin 2015 et mars 2016.

Le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) introduit en France en 2013 vient réduire les charges de personnel. Au deuxième trimestre 2016, l'impact sur les frais de personnel est une réduction de 0,6 million d'euros contre une réduction de 0,5 million d'euros au deuxième trimestre 2015.

L'EBITDA a reculé de 5,8 millions d'euros, soit 28,4%, passant de 20,4 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à 14,6 millions au deuxième trimestre 2016. Il représentait 19,2% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2015 contre 13,4% au deuxième trimestre 2016. Ce recul de l'EBITDA reflète l'évolution du chiffre d'affaires, des achats consommés, des charges externes et des frais de personnel (voir ci-dessus).

L'EBIT avant éléments exceptionnels (*Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels*) a reculé de 6,6 millions d'euros, soit 51,5% passant de 12,9 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à 6,2 millions d'euros au deuxième trimestre 2016. Il représentait 12,1% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2015 contre 5,7% au deuxième trimestre 2016. Ce recul reflète principalement le recul de 5,8 millions d'euros de l'EBITDA et l'accroissement de 0,8 million d'euros des dotations aux amortissements, passant de 7,5 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à 8,4 millions d'euros au deuxième trimestre 2016.

Les éléments exceptionnels représentaient, au deuxième trimestre 2016, une charge de 2,6 millions d'euros contre une charge de 1,3 millions d'euros au deuxième trimestre 2015. Ce recul résulte principalement de la comptabilisation en 2015 d'honoraires liés à la cession de l'activité *CRM et données stratégique* à IMS Health.

Ventilation par nature des éléments exceptionnels

En millions d'euros	T2 2016	T2 2015
Plus ou moins-valeur de cession d'actifs et ajustement de prix	-	-
Frais de restructurations	-1,9	-0,9
Perte de valeurs sur immos. Corp. Et incorp. (y.c. ECA)	-	-
Autres produits et charges non courants	-0,7	-0,4
Eléments exceptionnels	-2,6	-1,3

Ventilation par division

En millions d'euros	T2 2016	T2 2015
Assurance santé, RH & e-services	0,0	-0,1
Professionnels de santé	-2,5	-0,8
Activités non réparties	-0,2	-0,4
Éléments exceptionnels	-2,6	-1,3

L'**EBIT** a reculé de 8,0 millions d'euros, passant de 11,6 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à 3,6 millions d'euros au deuxième trimestre 2016. Il représentait 10,9% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2015 contre 3,3% au deuxième trimestre 2016. Ce recul résulte du recul de 6,6 millions d'euros du résultat opérationnel avant éléments exceptionnels et d'une progression de 1,3 million d'euros des charges exceptionnelles.

Charges financières

Le **coût de l'endettement financier net** a reculé de 15,7 millions d'euros, soit 95,9%, passant de 16,4 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à 0,7 million d'euros au deuxième trimestre 2016. Ce recul reflète l'impact positif sur les frais financiers du remboursement anticipé de l'emprunt obligataire 2020 au premier trimestre 2016 à la suite de la mise en place, en janvier 2016, du nouveau RCF de 200 millions d'euro.

La **charge d'impôts** est passée d'une charge de 1,4 million d'euros au deuxième trimestre 2015 à une charge de 1,4 million d'euros au deuxième trimestre 2016. Cette évolution résulte principalement de l'impôt non activé sur les résultats déficitaires.

Résultat net

Le **résultat net consolidé des activités poursuivies** s'établit à un bénéfice de 2,1 millions d'euros au deuxième trimestre 2016 contre une perte de 5,7 millions au deuxième trimestre 2015. Cette évolution du résultat net consolidé des activités poursuivies reflète l'évolution de l'EBIT, des éléments exceptionnels, du coût de l'endettement financier net et de la charge d'impôts (voir précédemment).

Le **résultat net des activités cédées** s'établit à une perte de 0,4 million d'euros au deuxième trimestre 2016 contre un bénéfice de 31,3 million d'euros au deuxième trimestre 2015. Après prise en compte des intérêts minoritaires le **résultat consolidé net part du groupe** s'établit à 1,7 million d'euros au deuxième trimestre 2016, contre 25,6 millions d'euros au deuxième trimestre 2015.

Le **résultat par action avant éléments exceptionnels** s'établit à 0,3 euro au deuxième trimestre 2016 contre une perte de 0,3 euro un an plus tôt. Le **résultat net par action** ressort à 0,1 euro au deuxième trimestre 2016 contre 1,8 euro un an plus tôt.

2.5.3 Examen de la situation financière par division du deuxième trimestre 2016

2.5.3.1 Division Assurance santé, RH et e-services

En millions d'euros	T2 2016	T2 2015	Variation	
Chiffre d'affaires	64,8	57,0	+13,8%	
EBIT avant éléments exceptionnels	7,1	8,2	-14,1%	
Marge EBIT	10,9%	14,4%	-353bps	
Éléments exceptionnels	0,0	0,1	n.s.	
EBIT	7,1	8,1	-13,2%	
EBITDA	10,7	12,2	-12,2%	
Marge EBITDA	16,5%	21,4%	-488bps	
Dotation aux amortissements	-3,7	-4,0	-8,2%	

Le **chiffre d'affaires** de la division *Assurance santé, RH et e-services* a progressé de 7,8 millions d'euros, soit 13,8%, passant de 57,0 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à 64,8 millions d'euros au deuxième trimestre 2016. L'acquisition d'*Activus*, en juillet 2015 au Royaume-Uni, a contribué positivement à hauteur de 3,5%. L'effet de change est quasi inexistant. En données organiques, le chiffre d'affaires est en progression de 10,3% sur la période.

La division *Assurance santé, RH et e-services* a contribué pour 53,7% au chiffre d'affaires Groupe au deuxième trimestre 2015, contre 59,3% au deuxième trimestre 2016.

Par zone géographique, la contribution de la France recule de 2,6 points à 95,7% et l'EMEA (hors France) progresse de 2,6 points à 4,3%.

La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : l'Euro recule de 2,6 points à 95,7%, alors que la Livre sterling progresse de 3,0 points à 3,0% et que les autres devises demeurent relativement stables à 1,3%.

Cette croissance significative du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2016 résulte de l'amplification des tendances observées au premier trimestre de l'année.

L'**EBITDA** a reculé de 1,5 million d'euros, soit 12,2% passant de 12,2 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à 10,7 millions d'euros au deuxième trimestre 2016. Il représentait 21,4% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2015 contre 16,5% au deuxième trimestre 2016.

Ce recul de l'EBITDA résulte principalement :

- Du recul momentané de la profitabilité des activités *iGestion* et *Cegedim e-business* à la suite de nombreux démarrages de clients en BPO ;
- Des offres logicielles et services dédiée à l'assurance de personnes *Cegedim Insurance Solutions* à la suite du basculement en mode SaaS des principales offres et du démarrage de nouveaux clients et de nouveaux projets pour des clients existants ;
- De l'activité *RNP*, spécialiste de l'affichage classique et digital pour les vitrines des pharmacies en France, à la suite d'un séquençage différent des campagnes en 2016 par rapport à 2015 ;

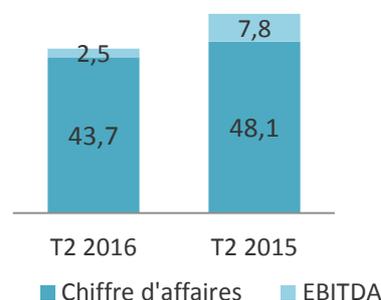
Il a été partiellement contrebalancé par la bonne performance :

- De l'activité de traitement des flux de tiers payant ;
- De *Cegedim SRH* malgré le démarrage de nombreux clients en BPO.

L'**EBIT avant éléments exceptionnels** (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) a reculé de 1,2 million d'euros, soit 14,1%, passant de 8,2 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à 7,1 millions d'euros au deuxième trimestre 2016. Il représentait 14,4% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2015 contre 10,9% au deuxième trimestre 2016. Ce recul de l'EBIT reflète principalement le recul de 1,5 million d'euros de l'EBITDA est partiellement compensé par le recul pour 0,3 million d'euros des dotations aux amortissements.

2.5.3.2 Division Professionnels de santé

En millions d'euros	T2 2016	T2 2015	Variation
Chiffre d'affaires	43,7	48,1	-9,2%
EBIT avant éléments exceptionnels	-0,8	5,0	n.s.
Marge EBIT	-1,9%	10,5%	-1 242bps
Eléments exceptionnels	-2,5	-0,8	+191,0%
EBIT	-3,3	4,2	-178,7%
EBITDA	2,5	7,8	-68,3%
Marge EBITDA	5,7%	16,2%	-1 057bps
Dotation aux amortissements	-3,3	-2,8	+19,9%



Le chiffre d'affaires de la division *Professionnels de santé* a reculé de 4,4 millions d'euros, soit 9,2%, passant de 48,1 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à 43,7 millions d'euros au deuxième trimestre 2016. Les effets de change ont contribué négativement à hauteur de 2,9%. Il n'y a pas d'effet périmètre. En données organiques, le chiffre d'affaires est en recul de 6,3% sur la période.

La division *Professionnels de santé* a contribué pour 45,3% au chiffre d'affaires Groupe au deuxième trimestre 2015, contre 40,0% au deuxième trimestre 2016.

Par zone géographique, la contribution de la France progresse de 4,6 points à 59,1% et l'EMEA (hors France) recule de 4,7 points à 33,0% alors que les Amériques restent quasiment inchangées à 7,9%.

La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : l'Euro progresse de 3,2 points à 60,8% et la Livre Sterling recule de 3,5 points à 30,3% alors que les autres devises restent quasiment inchangées à 1,2%.

Ce recul du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2016 résulte principalement :

- De la croissance à deux chiffres de *Pulse* sur le premier semestre, cependant en décroissance au mois de juin à la suite de décalage de certains projets principalement sur les offres RCM. Le Groupe a également mis en place une nouvelle organisation plus réactive afin de répondre à la croissance du marché et à ses évolutions rapides, en particulier dans le BPO. Ainsi le Management local a été renouvelé, et les offres Cloud de *Nightingale*, acquises fin 2015, sont en cours d'intégration. Les premiers modules devraient être disponibles dans les tout prochains mois et l'offre complète en septembre 2017. A court terme, ces investissements vont impacter négativement la rentabilité, mais ils assureront sur le long terme une croissance profitable.

- De la progression significative des offres à destination des kinésithérapeutes et infirmières au deuxième trimestre permettant de plus que compenser le retard du premier trimestre.

Cette performance est contrebalancée principalement par :

- Le ralentissement de l'activité d'informatisation des médecins anglais, dans un marché qui s'oriente désormais de façon prépondérante vers les offres en mode Cloud. Les investissements en cours pour disposer d'une telle offre devraient permettre à *Cegedim* de retrouver en 2017 une dynamique commerciale.
- L'impact négatif à court terme du basculement en mode SaaS des médecins belges.
- L'impact au deuxième trimestre du faible niveau de commandes enregistrées fin 2015 par le pôle pharmacie France. La sortie en mai 2016 de la nouvelle offre *Smart Rx*, solution complète de gestion de l'officine basée sur une architecture hybride, combinant Cloud et local et permettant le travail en réseau inter-officines et inter-professionnels de santé a entraîné un accroissement du flux de commandes. Ainsi, le chiffre d'affaires devrait retrouver le chemin de la croissance dans les tout prochains mois.

L'EBITDA a reculé de 5,3 million d'euros, soit 68,3% passant de 7,8 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à 2,5 millions d'euros au deuxième trimestre 2016. Il représentait 16,2% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2015 contre 5,7% au deuxième trimestre 2016.

Ce recul de l'EBITDA résulte principalement d'investissements réalisés afin d'assurer la croissance future. En effet, le Groupe a été pénalisé principalement par les investissements réalisés en :

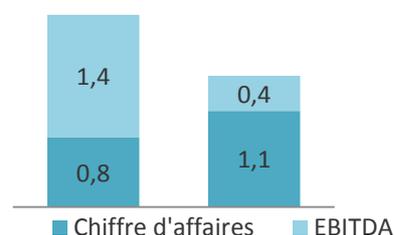
- France pour le développement de la nouvelle offre hybride pour les officines lancée en Mai 2016 ;
- Aux USA sur les activités RCM (Revenue Cycle Management) et EHR en mode SaaS ;

- Au Royaume-Uni afin de disposer en 2017 d'une offre en mode SaaS à destination des médecins ; Enfin le basculement des médecins belges vers une offre SaaS et les investissements aux USA au deuxième trimestre pénalise l'EBITDA à court terme.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) a reculé de 5,9 millions passant de 5,0 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à une perte de 0,8 million d'euros au deuxième trimestre 2016. Il représentait 10,5% du chiffre au deuxième trimestre 2015 contre -1,9% au deuxième trimestre 2016. Ce recul reflète l'évolution négative de l'EBITDA de 5,3 millions d'euros et la hausse pour 0,6 million d'euros des dotations aux amortissements.

2.5.3.3 Division Activités non réparties

En millions d'euros	T2 2016	T2 2015	Variation	T2 2016	T2 2015
Chiffre d'affaires	0,8	1,1	-29,2%	1,4	0,4
EBIT avant éléments exceptionnels	-0,0	-0,4	n.s.	0,8	1,1
Marge EBIT	4,3%	-35,0%	+3 924bps		
Eléments exceptionnels	-0,2	-0,4	-48,7%		
EBIT	-0,2	-0,8	-79,1%		
EBITDA	1,4	0,4	+256,9%		
Marge EBITDA	180,9%	35,9%	+14 506bps		
Dotations aux amortissements	-1,4	0,8	+76,4%		



Le chiffre d'affaires de la division *Activités non réparties* a reculé de 0,3 million d'euros, soit 29,2%, passant de 1,1 million d'euros au deuxième trimestre 2015 à 0,8 million d'euros au deuxième trimestre 2016. Il n'y a pas d'effet de change et aucune cession, ni acquisition.

La division *Activités non réparties* a contribué pour 1,0% au chiffre d'affaires Groupe au deuxième trimestre 2015, contre 0,7% au deuxième trimestre 2016.

Cette évolution reflète un retour à un niveau de facturation normal.

L'EBITDA évolue positivement de 1,0 million d'euros, passant de 0,4 million d'euros au deuxième trimestre 2015 à 1,4 million d'euros au deuxième trimestre 2016. Il représentait 35,9% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2015 contre 180,9% au deuxième trimestre 2016. Cette évolution favorable de l'EBITDA reflète le retour à un niveau de marge normal au deuxième trimestre 2016.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) évolue positivement de 0,4 million d'euros passant d'une perte de 0,4 million d'euros au deuxième trimestre 2015 à un profit de 0,0 million d'euros au deuxième trimestre 2016. Il représentait -35,0% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2015 contre 4,3% au deuxième trimestre 2016. Cette évolution favorable de l'EBIT reflète principalement l'évolution positive de l'EBITDA de 1,0 million d'euros et de la hausse de 0,6 million d'euros des dotations aux amortissements.

2.5.4 Comptes de résultat consolidé du premier semestre 2016

En millions d'euros		30.06.2016	30.06.2015	Variation
Chiffre d'affaires	M€	215,5	206,7	+4,3%
Achats consommés	M€	-17,0	-20,0	-15,2%
Charges externes	M€	-63,3	-52,7	+20,1%
Frais de personnel	M€	-103,7	-92,1	+12,5%
EBITDA	M€	25,7	35,1	-26,9%
Marge EBITDA	%	11,9%	17,0%	-507bps
Dotation aux amortissements	M€	-16,4	-14,8	+10,8%
EBIT avant éléments exceptionnels	M€	9,2	20,3	-54,4%
Marge EBIT avant éléments exceptionnels	%	4,3%	9,8%	-552bps
Éléments exceptionnels	M€	-3,7	-4,2	-10,1%
EBIT	M€	5,5	16,1	-65,8%
Marge EBIT	%	2,6%	7,8%	-524bps
Coût de l'endettement financier net	M€	-23,9	-23,2	+2,6%
Total d'impôt	M€	-1,7	-2,1	-18,9%
Résultat net consolidé des activités poursuivies	M€	-19,0	-8,3	+128,7%
Résultat net des activités destinées à être cédées	M€	-0,8	32,5	n.m.
Résultat net part du groupe	M€	-19,8	24,2	n.m.

Le chiffre d'affaires des activités poursuivies a progressé de 8,8 millions d'euros, soit 4,3%, passant de 206,7 millions d'euros au premier semestre 2015 à 215,5 millions d'euros au premier semestre 2016. Hors effets de change négatif de 0,9%, et effet de périmètre positif de 1,6% le chiffre d'affaires a progressé de 3,6%.

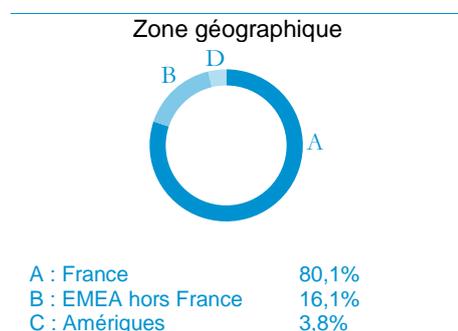
L'effet défavorable de conversion de devises de 1,9 million d'euros, soit 0,9%, est principalement dû à un impact négatif de la Livre Sterling (13,9% du CA) de 1,8 million d'euros.

L'effet favorable de périmètre de 3,3 million d'euros, soit 1,6%, est dû à l'acquisition de la société *Activus* au Royaume-Uni en juillet 2015.

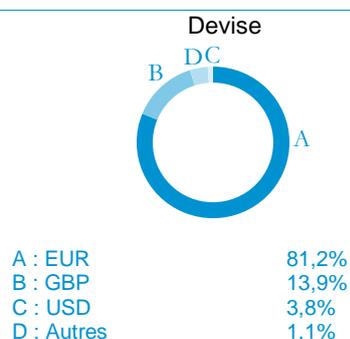
Au premier semestre 2016, en organique, la division *Assurance santé, RH et e-services* progresse de 9,6% alors que les divisions *Professionnels de santé* et *Activités non réparties* reculent de respectivement de 3,0% et 18,4%.

Par zone géographique, la contribution de la France et des Amériques progressent de respectivement 1,1 point et 0,6 point à respectivement 80,1% et 3,8% alors que l'EMEA (hors France) recule de 1,7 point à 16,1%.

Ventilation du chiffre d'affaires au 30 juin 2016 par :



La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : l'Euro et le dollar US progressent respectivement de 0,8 point et 0,6 point à respectivement 81,2% et 3,8% alors que la Livre Sterling et les autres devises reculent respectivement de 1,3 point et 0,2 point à respectivement 13,9% et 1,1%.



Par division, la répartition du chiffre d'affaires évolue peu. La division *Assurance santé, RH et e-services* progresse de 4,2 points à 57,8% alors que la division *Professionnels de santé* recule de 4,0 points à 41,5%. La division *Activités non réparties* demeure relativement stable à 0,7%.

Charges d'exploitation

Les achats consommés ont reculé de 3,0 millions d'euros, soit 15,2%, passant de 20,0 millions d'euros au premier semestre 2015 à 17,0 millions d'euros au premier semestre 2016. Ils représentaient 9,7% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015 contre 7,9% au premier semestre 2016. Ce recul des achats consommés résulte principalement de l'évolution des activités d'informatisation des médecins au Royaume-Uni.

Les charges externes ont progressé de 10,6 millions d'euros, soit 20,1%, passant de 52,7 millions d'euros au premier semestre 2015 à 63,3 millions d'euros au premier semestre 2016. Elles représentaient 25,5% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015 contre 29,4% au premier semestre 2016. Cette progression résulte principalement d'un recours accru au personnel intérimaire dans le cadre de la migration et du développement des offres du Groupe.

Les frais de personnel ont progressé de 11,5 millions d'euros, soit 12,5%, passant de 92,1 millions d'euros au premier semestre 2015 à 103,7 millions d'euros au premier semestre 2016. Ils représentaient 44,6% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015 contre 48,1% au premier semestre 2016. Cette progression est le reflet d'une augmentation des effectifs principalement entre juin 2015 et mars 2016 liée au lancement de l'offre RCM aux Etats-Unis, aux acquisitions d'*Activus* en Juillet 2015 et de *Nightingale* fin 2015, au développement de l'activité Cegedim SRH en France et au renforcement des équipes de R&D afin d'assurer la transition vers le SaaS. Il est à noter que sur les douze derniers mois 89% des embauches ont eu lieu entre juin 2015 et mars 2016.

Le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) introduit en France en 2013 vient réduire les charges de personnel. Au premier semestre 2016, l'impact sur les frais de personnel est une réduction de 1,3 million d'euros contre une réduction de 1,4 million d'euros au premier semestre 2015.

L'EBITDA a reculé de 9,4 millions d'euros, soit 26,9%, passant de 35,1 millions d'euros au premier semestre 2015 à 25,7 millions au premier semestre 2016. Il représentait 17,0% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015 contre 11,9% au premier semestre 2016. Ce recul de l'EBITDA reflète l'évolution du chiffre d'affaires, des achats consommés, des charges externes et des frais de personnel (voir ci-dessus).

L'EBIT avant éléments exceptionnels (*Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels*) a reculé de 11,0 millions d'euros, soit 54,4% passant de 20,3 millions d'euros au premier semestre 2015 à 9,2 millions d'euros au premier semestre 2016. Il représentait 9,8% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015 contre 4,3% au premier semestre 2016. Ce recul reflète principalement le recul de 9,4 millions d'euros de l'EBITDA et l'accroissement de 1,6 million d'euros des dotations aux amortissements, passant de 14,8 millions d'euros au premier semestre 2015 à 16,4 millions d'euros au premier semestre 2016.

Les éléments exceptionnels représentaient, au premier semestre 2016, une charge de 3,7 million d'euros contre une charge de 4,2 millions d'euros au premier semestre 2015. Ce recul résulte principalement de la comptabilisation en 2015 d'honoraires liés à la cession de l'activité *CRM et données stratégique* à IMS Health.

Ventilation par nature des éléments exceptionnels

En millions d'euros	30.06.2016	30.06.2015
Plus ou moins-valeur de cession d'actifs et ajustement de prix	-	-
Frais de restructurations	-2,5	-2,4
Perte de valeurs sur immos. Corp. Et incorp. (y.c. ECA)	-	-
Autres produits et charges non courants	-1,2	-1,8
Eléments exceptionnels	-3,7	-4,2

Ventilation par division

En millions d'euros	30.06.2016	30.06.2015
Assurance santé, RH & e-services	-0,3	-0,2
Professionnels de santé	-3,0	-2,3
Activités non réparties	-0,5	-1,7
Éléments exceptionnels	-3,7	-4,2

L'**EBIT** a reculé de 10,6 millions d'euros, passant de 16,1 millions d'euros au premier semestre 2015 à 5,5 million d'euros au premier semestre 2016. Il représentait 7,8% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015 contre 2,6% au premier semestre 2016. Ce recul résulte du recul de 11,0 millions d'euros du résultat opérationnel avant éléments exceptionnels partiellement contrebalancé par le recul de 0,4 million d'euros des charges exceptionnelles.

Charges financières

Le **coût de l'endettement financier net** a progressé de 0,6 million d'euros, soit 2,6%, passant de 23,2 millions d'euros au premier semestre 2015 à 23,9 millions d'euros au premier semestre 2016. Cette progression reflète le paiement de la prime de remboursement anticipé sur l'emprunt obligataire 2020 de 15,9 millions d'euros au premier trimestre 2016 quasiment compensé par le recul des intérêts payés au deuxième trimestre 2016 à la suite de la restructuration de la dette en janvier 2016.

La **charge d'impôts** est passée d'une charge de 2,1 millions d'euros au premier semestre 2015 à une charge de 1,7 million d'euros au premier semestre 2016. Cette évolution résulte principalement de l'impôt non activé sur les résultats déficitaires.

Résultat net

Le **résultat net consolidé des activités poursuivies** s'établit en perte de 19,0 millions d'euros au premier semestre 2016 contre une perte de 8,3 millions d'euros au premier semestre 2015. Cette dégradation de 10,7 millions d'euros du résultat net consolidé des activités poursuivies reflète l'évolution de l'EBIT, des éléments exceptionnels, du coût de l'endettement financier net et de la charge d'impôts (voir précédemment).

Le **résultat net des activités cédées** s'établit à une perte de 0,8 million d'euros au premier semestre 2016 contre un bénéfice de 32,5 millions d'euros au premier semestre 2015. Après prise en compte des intérêts minoritaires le **résultat consolidé net part du groupe** s'établit en perte de 19,8 millions d'euros au premier semestre 2016, contre un bénéfice de 24,2 millions d'euros au premier semestre 2015.

Le **résultat par action avant éléments exceptionnels** s'établit en perte de 1,1 euro au premier semestre 2016 contre une perte de 0,3 euro un an plus tôt. Le **résultat net par action** ressort en perte de 1,4 euro au premier semestre 2016 contre un bénéfice de 1,7 euro un an plus tôt.

2.5.5 Examen de la situation financière par division du premier semestre 2016

2.5.5.1 Division Assurance santé, RH et e-services

En millions d'euros	30.06.2016	30.06.2015	Variation	
Chiffre d'affaires	124,6	110,7	+12,5%	
EBIT avant éléments exceptionnels	10,5	12,8	-17,8%	
Marge EBIT	8,4%	11,6%	-312bps	
Eléments exceptionnels	-0,3	-0,2	+68,5%	
EBIT	10,3	12,6	-18,9%	
EBITDA	17,8	20,7	-14,0%	
Marge EBITDA	14,3%	18,7%	-441bps	
Dotations aux amortissements	-7,3	-7,9	-7,9%	

Le chiffre d'affaires de la division *Assurance santé, RH et e-services* a progressé de 13,9 millions d'euros, soit 12,5%, passant de 110,7 millions d'euros au premier semestre 2015 à 124,6 millions d'euros au premier semestre 2016. L'acquisition d'*Activus*, en juillet 2015 au Royaume-Uni, a contribué positivement à hauteur de 3,0%. L'effet de change est quasi inexistant. En données organique, le chiffre d'affaires progresse de 9,6% sur la période.

La division *Assurance santé, RH et e-services* a contribué pour 53,6% au chiffre d'affaires Groupe au premier semestre 2015, contre 57,8% au premier semestre 2016.

Par zone géographique, la contribution de la France recule de 2,4 points à 96,1% et l'EMEA (hors France) progresse de 2,4 points à 3,9%.

La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : l'Euro recule de 2,4 points à 96,1%, alors que la Livre sterling progresse de 2,7 points à 2,7% et que les autres devises demeurent quasiment stables à 1,2%.

Cette croissance significative du chiffre d'affaires au premier semestre 2016 résulte principalement :

- De *Cegedim Insurance Solutions* porté par la croissance soutenue de l'activité de traitement de flux de tiers payant et des offres logiciels et services dédiées à l'assurance de personnes à la suite du démarrage de nouveaux clients, compensant largement l'effet du basculement en mode Cloud. Les activités de BPO pour l'assurance santé avec *iGestion* enregistrent une croissance à deux chiffres. Enfin, ce pôle bénéficie de l'acquisition de la société *Activus*, en juillet 2015.
- De la croissance à deux chiffres de l'activité *Cegedim e-business* à la suite de la mise en production de nouveaux clients sur sa plateforme SaaS d'échanges dématérialisés de données *Global Invoice Services* incluant les plateformes de paiement.

- Par le démarrage de nombreux clients sur la plateforme SaaS de gestion des ressources humaines de *Cegedim SRH*, se traduisant par une croissance à deux chiffres du chiffre d'affaires.

L'EBITDA a reculé de 2,9 millions d'euros, soit 14,0% passant de 20,7 millions d'euros au premier semestre 2015 à 17,8 millions d'euros au premier semestre 2016. Il représentait 18,7% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015 contre 14,3% au premier semestre 2016.

Ce recul de l'EBITDA résulte principalement :

- Du recul momentané de la rentabilité des activités *iGestion* et *Cegedim e-business* à la suite de nombreux démarrages de clients en BPO ;
- Des offres de *Cegedim Insurance Solutions* à la suite du basculement en mode SaaS des principales offres et du démarrage de nouveaux clients et de nouveaux projets pour des clients existants ;
- De l'activité *RNP*, spécialiste de l'affichage classique et digital pour les vitrines des pharmacies en France, à la suite d'un séquençage différent des campagnes en 2016 par rapport à 2015 ;

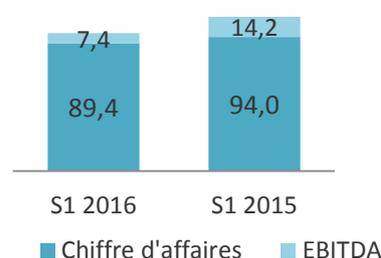
Il a été partiellement contrebalancé par la bonne performance :

- De l'activité de traitement des flux de tiers payant ;
- De *Cegedim SRH* malgré le démarrage de nombreux clients en BPO.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) a reculé de 2,3 millions d'euros, soit 17,8%, passant de 12,8 millions d'euros au premier semestre 2015 à 10,5 millions d'euros au premier semestre 2016. Il représentait 11,6% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015 contre 8,4% au premier semestre 2016. Ce recul de l'EBIT reflète principalement le recul de 2,9 millions d'euros de l'EBITDA est partiellement compensé par le recul de 0,6 million d'euros des dotations aux amortissements.

2.5.5.2 Division Professionnels de santé

En millions d'euros	30.06.2016	30.06.2015	Variation
Chiffre d'affaires	89,4	94,0	-5,0%
EBIT avant éléments exceptionnels	1,0	8,5	-88,9%
Marge EBIT	1,1%	9,1%	-802bps
Eléments exceptionnels	-3,0	-2,3	-32,2%
EBIT	-2,0	6,3	n.p.
EBITDA	7,4	14,2	-47,5%
Marge EBITDA	8,3%	15,1%	-675bps
Dotation aux amortissements	-6,5	-5,6	+15,2%



Le chiffre d'affaires de la division *Professionnels de santé* a reculé de 4,7 millions d'euros, soit 5,0%, passant de 94,0 millions d'euros au premier semestre 2015 à 89,4 millions d'euros au premier semestre 2016. Les effets de change ont contribué négativement à hauteur de 2,0%. Il n'y a pas d'effet périmètre. En données organiques, le chiffre d'affaires est en recul de 3,0% sur la période.

La division *Professionnels de santé* a contribué pour 45,5% au chiffre d'affaires Groupe au premier semestre 2015, contre 41,5% au premier semestre 2016.

Par zone géographique, la contribution de la France et des Amériques progressent respectivement de 1,7 et 2,2 points à respectivement 57,4% et 9,2%, alors que l'EMEA (hors France) recule de 3,9 points à 33,3%.

La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : l'Euro et le dollar US progressent respectivement de 1,3 et 2,2 points à respectivement 60,1% et 29,7% alors que la Livre Sterling recule de 3,5 points à 29,7% et les autres devises restent quasiment inchangées à 1,0%.

Ce recul du chiffre d'affaires au premier semestre 2016 résulte principalement :

- De la croissance à deux chiffres de *Pulse* sur le premier semestre, cependant en décroissance au mois de juin à la suite de décalage de certains projets principalement sur les offres RCM. Le Groupe a également mis en place une nouvelle organisation plus réactive afin de répondre à la croissance du marché et à ses évolutions rapides, en particulier dans le BPO. Ainsi le Management local a été renouvelé, et les offres Cloud de *Nightingale*, acquises fin 2015, sont en cours d'intégration. Les premiers modules devraient être disponibles dans les tout prochains mois et l'offre complète en septembre 2017. A court terme, ces investissements vont impacter négativement la rentabilité, mais ils assureront sur le long terme une croissance profitable.

- De la progression significative des offres à destination des kinésithérapeutes et infirmières au deuxième trimestre permettant de plus que compenser le retard du premier trimestre.

Cette performance est contrebalancée principalement par :

- Le ralentissement de l'activité d'informatisation des médecins anglais, dans un marché qui s'oriente désormais de façon prépondérante vers les offres en mode Cloud. Les investissements en cours pour disposer d'une telle offre devraient permettre à *Cegedim* de retrouver en 2017 une dynamique commerciale.
- L'impact négatif à court terme du basculement en mode SaaS des médecins belges.
- L'impact au deuxième trimestre du faible niveau de commandes enregistrées fin 2015 par le pôle pharmacie France. La sortie en mai 2016 de la nouvelle offre *Smart Rx*, solution complète de gestion de l'officine basée sur une architecture hybride, combinant Cloud et local et permettant le travail en réseau inter-officines et inter-professionnels de santé a entraîné un accroissement du flux de commandes. Ainsi, le chiffre d'affaires devrait retrouver le chemin de la croissance dans les tout prochains mois.

L'EBITDA a reculé de 6,7 millions d'euros, soit 47,5% passant de 14,2 millions d'euros au premier semestre 2015 à 7,4 millions d'euros au premier semestre 2016. Il représentait 15,1% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015 contre 8,3% au premier semestre 2016.

Ce recul de l'EBITDA résulte principalement d'investissements réalisés afin d'assurer la croissance future. En effet, le Groupe a été pénalisé principalement par les investissements réalisés en

- France pour le développement de la nouvelle offre hybride pour les officines lancée en Mai 2016 ;
- Aux USA sur les activités RCM (Revenue Cycle Management) et EHR en mode SaaS ;

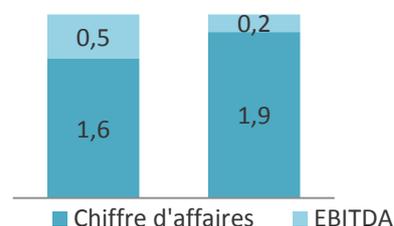
- Au Royaume-Uni afin de disposer en 2017 d'une offre en mode SaaS à destination des médecins ;

Enfin le basculement des médecins belges vers une offre SaaS et la réorganisation de l'activité aux USA au deuxième trimestre pénalise l'EBITDA à court terme.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) a reculé de 7,6 millions passant de 8,5 millions d'euros au premier semestre 2015 à 1,0 million d'euros au premier semestre 2016. Il représentait 9,1% du chiffre au premier semestre 2015 contre 1,1% au premier semestre 2016. Ce recul reflète l'évolution négative de l'EBITDA de 6,7 millions et la hausse des dotations aux amortissements pour 0,9 million d'euros.

2.5.5.3 Division Activités non réparties

En millions d'euros	30.06.2016	30.06.2015	Variation	S1 2016	S1 2015
Chiffre d'affaires	1,6	1,9	-18,4%	1,6	1,9
EBIT avant éléments exceptionnels	-2,2	-1,1	+109,3%	0,5	0,2
Marge EBIT	-141,0%	-55,0%	n.p.		
Eléments exceptionnels	-0,5	-1,7	-71,5%		
EBIT	-2,7	-2,8	-3,3%		
EBITDA	0,5	0,2	+86,5%		
Marge EBITDA	28,8%	12,6%	+1 617bps		
Dotations aux amortissements	-2,7	-1,3	+105,0%		



Le chiffre d'affaires de la division *Activités non réparties* a reculé de 0,4 million d'euros, soit 18,4%, passant de 1,9 million d'euros au premier semestre 2015 à 1,6 million d'euros au premier semestre 2016. Il n'y a pas d'effet de change et aucune cession, ni acquisition.

La division *Activités non réparties* a contribué pour 0,9% au chiffre d'affaires Groupe au premier semestre 2015, contre 0,7% au premier semestre 2016.

Cette évolution reflète un retour à un niveau de facturation normal.

L'EBITDA évolue positivement de 0,2 million d'euros, soit 86,5%, passant de 0,2 million d'euros au premier semestre 2015 à 0,5 million d'euros au premier semestre 2016. Il représentait 12,6% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015 contre 28,8% au premier semestre 2016. Cette évolution favorable de l'EBITDA reflète le retour à un niveau de marge normal au deuxième trimestre 2016.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) évolue négativement de 1,2 million d'euros, soit 109,3%, passant d'une perte de 1,1 million d'euros au premier semestre 2015 à une perte de 2,2 millions d'euros au premier semestre 2016. Il représentait 55,0% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015 contre 141,0% au premier semestre 2016. Cette évolution défavorable de l'EBIT reflète principalement la hausse de 1,4 million d'euros des dotations aux amortissements partiellement contrebalancé par l'évolution positive de 0,2 million d'euros de l'EBITDA.

2.5.6 Structure Financière

2.5.6.1 Bilan consolidé

En millions d'euros	Note	30.06.2016	31.12.2015	Variation
Actif				
Ecart d'acquisition		189,5	188,5	+0,5%
Immobilisation corporelles et incorporelles		154,4	147,2	+4,9%
Immobilisation financières	a	11,8	10,0	+18,5%
Autres actifs non courants	b	64,1	66,5	-3,6%
Créances clients : part à moins d'un an		162,4	161,9	+0,3%
Trésorerie et équivalents		10,8	231,3	-95,3%
Autres actifs courants		71,8	58,1	+23,6%
Actifs des activités destinées à être cédées		1,6	0,8	+103,6%
Total actif		666,3	864,3	-22,9%
Passif				
Dettes financières long terme	c	223,0	51,7	+331,1%
Autres passifs non courants		43,4	44,3	-2,0%
Dettes financières court terme	c	4,3	347,2	-98,8%
Autres passifs courants	d	196,5	189,1	+3,9%
Total passif (hors capitaux propres)		467,9	636,1	-26,5%
Capitaux propres	e	198,4	228,1	-13,0%
Passifs des activités destinées à être cédées		0,6	3,8	-84,4%
Total passif		666,3	864,3	-22,9%

a) Hors titres des sociétés mises en équivalence

b) Incluant des impôts différés pour 27,3 millions d'euros au 30 juin 2016 et 28,7 millions d'euros au 31 décembre 2015.

c) Les dettes financières long terme et court terme comprennent la participation pour un montant de 7,5 millions d'euros au 30 juin 2016 et 8,0 millions d'euros au 31 décembre 2015.

d) Incluant les « dettes fiscales et sociales » pour 66,8 millions d'euros au 30 juin 2016 et 70,6 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cela inclut la TVA, la participation en France et aux Etats-Unis, les provisions pour congés payés, les contributions à la sécurité sociale en France, les couvertures d'assurance en France et les bonus

e) Incluant les intérêts minoritaires pour 0,0 million d'euros au 30 juin 2016 et 0,1 million d'euros au 31 décembre 2015.

Endettement financier net

En millions d'euros	Note	30.06.2016	31.03.2016	31.12.2015
Dettes financières long terme		223,0	227,8	51,7
Dettes financières court terme		4,3	1,8	347,2
Dettes brutes	f	227,3	229,6	398,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie		10,8	20,2	231,3
Endettement financier net	f	216,6	209,4	167,6
Capitaux propres		198,4	199,6	228,1
Gearing	g	1,1	1,0	0,7

f) L'endettement financier net équivaut au total dette moins la participation des salariés pour 7,5 millions d'euros et autres pour 0,3 million d'euros au 30 juin 2016

g) Ratio d'endettement financier net sur capitaux propres

COMMENTAIRES SUR LE BILAN CONSOLIDÉ

Le total bilan consolidé s'élevait à 666,3 millions d'euros au 30 juin 2016, en recul de 22,9% par rapport au 31 décembre 2015.

Les écarts d'acquisition représentaient 189,5 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 188,5 millions d'euros à fin 2015. Cette progression de 0,9 million, soit de 0,5%, s'explique principalement par la réévaluation des compléments de prix à venir sur les acquisitions *Activus* et *Nightingale* pour 4,7 millions d'euros partiellement contrebalancée par le renforcement de l'euro vis-à-vis de certaines devises étrangères principalement la Livre Sterling pour 3,7 millions d'euros. Les écarts d'acquisition représentaient 28,4% du total du bilan au 30 juin 2016, contre 21,8% au 31 décembre 2015.

Les immobilisations corporelles et incorporelles s'élevaient à 154,4 millions d'euros au 30 juin 2016, contre 147,2 millions d'euros au 31 décembre 2015, une hausse de 7,2 millions d'euros, soit 4,9%.

- **Les immobilisations corporelles** ont progressé de 2,0 millions d'euros, soit 9,2%, s'élevaient à 24,1 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 22,1 millions d'euros au 31 décembre 2015.
- **Les immobilisations incorporelles** ont progressé de 5,1 millions d'euros soit 4,1%, passant de 125,1 millions d'euros au 31 décembre 2015 à 130,2 millions d'euros au 30 juin 2016, reflétant principalement la hausse des frais de développement capitalisés.

La part des immobilisations corporelles et incorporelles dans le total bilan représentait 23,2% au 30 juin 2016 contre 17,0% au 31 décembre 2015.

Les créances clients part à moins d'un an ont très légèrement progressé de 0,5 million, soit 0,3%, passant de 161,9 millions d'euros à fin décembre 2015 à 162,4 millions d'euros à fin juin 2016.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 10,8 millions d'euros au 30 juin 2016, en recul de 220,5 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2015. Ce recul résulte principalement du remboursement anticipé de l'emprunt obligataire 2020 pour un nominal de 340,1 millions d'euros, du paiement de la prime de remboursement anticipé pour 15,9 millions d'euros et d'une dégradation de la variation du BFR de 10,6 millions d'euros partiellement compensé par le tirage de 169,0 million d'euros de la facilité de crédit revolver de 200,0 millions d'euros. La trésorerie et équivalents de trésorerie représentaient 1,6% du total bilan au 30 juin 2016 contre 26,8% au 31 décembre 2015.

La dette financière à long terme a progressé de 171,3 millions d'euros, soit 331,1%, s'établissant à 223,0 millions d'euros contre 51,7 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cette progression reflète principalement le tirage de 169,0 millions d'euros au 30 juin 2016 de la facilité de crédit revolver de 200 millions d'euros mise en place le 14 janvier 2016 et la prise en compte du complément de prix prévisionnel sur *Activus* pour 4,0 millions d'euros. Les dettes à long terme comprennent la dette de participation des salariés pour un montant total de 6,0 millions d'euros à fin juin 2016, quasiment stable par rapport au 31 décembre 2015.

Les dettes à court terme ont reculé de 342,9 millions d'euros, soit 98,8%, s'établissant à 4,3 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 347,2 millions d'euros au 31 décembre 2015. Ce recul résulte principalement du remboursement par anticipation de l'emprunt obligataire de coupon 6,75% et de maturité 2020 pour un montant en nominal de 340,1 millions d'euros au premier trimestre 2016 ainsi que de la prise en comptes des compléments de prix prévisionnels sur *Activus*, *Webstar* et *Nightingale* pour un total de 2,6 millions d'euros. Les dettes à court terme comprennent la dette de participation des salariés pour un montant total de 1,6 million d'euros à fin juin 2016.

Le total des dettes financières s'élève à 227,3 millions d'euros au 30 juin 2016 en recul de 171,6 millions d'euros, soit 43,0%. Le total des dettes financières nettes s'élève à 216,6 millions d'euros, en progression de 48,9 millions d'euros par rapport à il y a six mois. Elles représentaient 73,5% des capitaux propres au 31 décembre 2015 contre 109,1% au 30 juin 2016. Les dettes à long et court terme comprennent la dette de participation des salariés pour un montant total de 7,5 millions d'euros et 0,3 million d'euros d'autres dettes à fin juin 2016.

Les capitaux propres ont reculé de 29,7 millions d'euros, soit 13,0%, s'établissant à 198,4 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 228,1 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cette évolution résulte principalement du recul du résultat Groupe et des écarts de conversion pour respectivement 86,7 et 8,9 millions d'euros partiellement compensé par l'accroissement des réserves Groupe pour 66,0 millions d'euros. Les capitaux propres représentaient 29,8% du total bilan à fin juin 2016, contre 26,4% à fin décembre 2015.

Engagements hors bilan

Cegedim S.A. donne des garanties et des sûretés, en lien avec des obligations financières ou opérationnelles de ses filiales dans le cours normal des affaires. Voir note 10.4 des annexes aux comptes consolidés condensés.

2.5.6.2 Source et montant des flux de trésorerie consolidés

RESUME DU TABLEAU DE FLUX TRESORERIE

<i>En millions d'euros</i>	Note	30.06.2016	30.06.2015
Cash-flow brut		29,2	35,3
Impôt versé		-2,3	-8,7
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-10,6	-25,2
Flux de trésorerie générés par l'activité		16,3	1,4
<i>Dont flux de trésorerie générés par les activités non poursuivies</i>	<i>f</i>	-0,2	4,8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-29,9	+298,2
<i>Dont flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies</i>		0,0	-7,5
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-202,3	-86,3
<i>Dont flux de trésorerie liés aux opérations de financement des activités non poursuivies</i>		0,0	-0,8
Variation des trésoreries hors effet devises	f	-215,9	213,3
Incidence des variations de cours de devises		-0,8	+2,9
Trésorerie nette d'ouverture	g	228,1	99,7
Trésorerie nette de clôture		11,3	316,0

COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX

Le Flux net de trésorerie provenant des activités d'exploitation a augmenté de 14,9 millions d'euros passant de 1,4 million d'euros au 30 juin 2015 à 16,3 millions d'euros au 30 juin 2016. Cette amélioration reflète principalement une moindre dégradation du BFR au premier semestre 2016. Il est à noter que l'essentiel de l'accroissement du besoin en fonds de roulement au premier semestre 2016 a eu lieu au premier trimestre 2016 principalement à la suite de l'arrêt du programme l'affacturage.

Le Flux net de trésorerie provenant des activités d'investissement a diminué de 328,1 millions d'euros passant d'un encaissement de 298,2 millions d'euros au 30 juin 2015 à un décaissement de 29,9 millions d'euros au 30 juin 2016. Cette évolution reflète l'encaissement en avril 2015 du prix de cession de la division *CRM et données stratégiques* à IMS Health.

Le Flux net de trésorerie provenant des activités de financement a diminué de 116,1 millions d'euros passant d'un décaissement de 86,3 millions d'euros au 30 juin 2015 à un décaissement de 202,3 millions d'euros au 30 juin 2016. Cette évolution résulte principalement du remboursement par anticipation de l'emprunt obligataire 2020 et du paiement de la prime de remboursement anticipé compensé par le tirage de 169,0 millions d'euros sur la facilité de crédit revolving de 200 millions d'euros.

Le Besoin en fonds de roulement fluctue sous l'influence de plusieurs facteurs, notamment des variations saisonnières et de l'efficacité dans le recouvrement des créances. Historiquement, Cegedim a financé son besoin en fonds de roulement grâce à sa trésorerie, au crédit revolving et à des facilités de découvert.

La variation du besoin en fonds de roulement s'établit en un besoin de 10,6 millions d'euros au 30 juin 2016 contre un besoin de 25,2 millions d'euros douze mois plus tôt. Il est à noter que l'essentiel de l'accroissement du besoin en fonds de roulement a eu lieu au premier trimestre 2016 principalement à la suite de l'arrêt du programme l'affacturage.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

En millions d'euros	30.06.2016	30.06.2015
R&D immobilisée	-18,7	-12,7
Investissement de maintenance	-9,8	-8,3
Acquisition / Cession	-1,4	324,0
Investissement activités non poursuivis	0,0	-4,8
Total dépenses d'investissement	-29,9	298,2

Les dépenses d'investissement ont été relativement stables d'une année sur l'autre hors impact des acquisitions et des cessions. Historiquement, il s'agit principalement des coûts de R&D, des investissements de maintenance et des acquisitions/cessions. Il n'existe pas d'engagements de dépenses d'investissement. La flexibilité est maintenue afin d'ajuster, de temps à autre, le niveau des dépenses d'investissement en fonction des besoins de l'activité de Cegedim.

Au 30 juin 2016, les dépenses d'investissement se sont établies à 29,9 millions d'euros. Ces dépenses d'investissement se répartissent en 18,7 millions d'euros de R&D immobilisées, 1,4 million d'euros en paiement de complément de prix et 9,8 millions d'euros d'investissement de maintenance. Il n'y a pas eu d'acquisition ou de cession au cours du premier semestre 2016. Ces dépenses représentent 13,9% du chiffre d'affaires Groupe du premier semestre 2016.

Les frais liés au personnel de Recherche et Développement représentent la majorité du total des dépenses de R&D et environ 8,1% du chiffre d'affaires Groupe des douze derniers mois. Ce pourcentage, tout en ne constituant pas un objectif, est en hausse par rapport aux années précédentes. Environ la moitié des dépenses de R&D est immobilisée selon les normes IAS 38, qui stipulent (i) que l'immobilisation incorporelle doit être clairement identifiée et que les coûts associés doivent être séparables et évalués de façon fiable, (ii) que la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle doit être démontrée et (iii) que la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables doit être démontrée.

Au 30 juin 2016, 18,7 millions d'euros de coûts de R&D ont été capitalisés en progression de 6,0 millions d'euros par rapport au 30 juin 2015. Ce montant vient en moins des frais de personnels et des charges externes. Le restant des dépenses de R&D est enregistré en charges au titre de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les variations de trésorerie issues des opérations d'exploitation, d'investissement et de financement se traduisent par une variation négative de la trésorerie de 216,8 millions d'euros à fin juin 2016 incluant 0,8 million d'euros d'incidence négative des variations de cours des devises.

2.5.7 Activités cédées ou visant à être cédées

Cegedim Kadrige a été classé en activité visant à être cédée en 2016. En 2015, la division CRM et données stratégique avait été classée en activité visant à être cédée.

Le chiffre d'affaires s'établit à 1,1 million d'euros au 30 juin 2016. L'EBIT avant éléments exceptionnels s'élève en une perte de 0,8 million d'euros au 30 juin 2016.

Le résultat net des activités destinées cédées à être s'établit en perte de 0,8 million d'euros au 30 juin 2016.

2.6 Perspectives

Cegedim revoit à la hausse, malgré un environnement économique incertain et un contexte géopolitique difficile, son objectif 2016 de chiffre d'affaires et ajuste à la baisse, comme indiqué en juillet dernier, son objectif d'EBITDA. Cegedim anticipe pour 2016 :

- Une croissance en organique de son chiffre d'affaires des activités poursuivies d'au moins 3%.
- Un EBITDA en retrait de 10 millions d'euros par rapport à 2015. Ce recul correspondant pour l'essentiel au recul constaté au premier semestre 2016 par rapport au premier semestre 2015.

Cegedim devrait commencer à bénéficier des effets positifs de ses investissements, réorganisations et transformations en 2017, avec un effet plein en 2018.

Le Groupe n'anticipe pas d'acquisitions significatives en 2016 et ne communique pas de prévisions ni d'estimations du bénéfice.

Impact potentiel du « Brexit »

En 2015, le Royaume-Uni contribuait à hauteur de 15,1% au chiffre d'affaires consolidé du Groupe et de 19,2% à l'EBIT consolidé du Groupe.

Cegedim opère au Royaume-Uni en monnaie locale, comme dans tous les pays où le Groupe est présent. Ainsi, l'impact sur la marge EBIT consolidée du Groupe devrait être non significatif.

Les données figurant ci-dessus comprennent des indications sur les objectifs de performances financières à venir de Cegedim. Ces informations, de nature prospective, se fondent sur les opinions et hypothèses des dirigeants du Groupe à la date du présent communiqué et impliquent des risques et incertitudes. Pour plus d'informations sur les risques affectant Cegedim, le lecteur est prié de se reporter aux points 2.4 « Risques » 3.7 « Perspectives » du Document de Référence 2015 déposé auprès de l'AMF le 31 mars 2016 ainsi que le point 2.4 « Facteurs de risques » du Rapport Financier Intermédiaire du premier trimestre 2016.

3

Comptes consolidés condensés

3.1 Bilan consolidé	36	3.5 Tableau des flux de trésorerie consolidés	41
3.2 Compte de résultat consolidé	38	3.6 Notes annexes aux états financiers consolidés	42
3.3 Etat du résultat global consolidé	39	3.7 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	72
3.4 Tableau des variations des capitaux propres consolidés	40		

3.1 Bilan consolidé

3.1.1 Bilan consolidé actif

<i>En milliers euros</i>	Note	30.06.2016 Net	31.12.2015 Net ⁽¹⁾
Ecarts d'Acquisition	6.1	189 473	188 548
Frais de développement		28 101	16 923
Autres immobilisations incorporelles		102 106	108 166
Immobilisations Incorporelles		130 208	125 089
Terrains		459	459
Constructions		4 907	5 021
Autres immobilisations en cours		17 634	16 574
Immobilisations en cours		1 149	51
Immobilisations corporelles		24 149	22 107
Titre de participation		1 098	1 098
Prêts		3 138	3 146
Autres immobilisations financières		7 584	5 730
Immobilisations financières hors titres des sociétés mises en équivalence		11 820	9 973
Titres des sociétés mises en équivalence	2.2	9 258	10 105
Etat – Impôt différé	8.1	27 274	28 722
Créances clients : part à plus d'un an	4.3	26 945	26 544
Autres créances : part à plus d'un an		609	1 132
Actif non courant		419 736	412 219
En cours de services		0	0
Marchandises		9 484	8 978
Avances, acomptes sur commandes		620	218
Créances client : part à moins d'un an	4.5	162 431	161 923
Autres créances : part à moins d'un an		45 179	32 209
Equivalents de trésorerie		8 000	153 001
Trésorerie		2 765	78 298
Charge constatées d'avance		16 500	16 666
Actif courant		244 980	451 293
Actif des activités destinées à être cédées		1 563	768
TOTAL Actif		666 280	864 280

(1) Retraité voir note 1.1

3.1.2 Bilan consolidé passif et capitaux propres

<i>En milliers euros</i>	Note	30.06.2016	31.12.2015 ⁽¹⁾
Capital social		13 337	13 337
Réserve Groupe		205 317	139 287
Ecart de conversion Groupe		-433	8 469
Résultat Groupe		-19 775	66 957
Capitaux propres part du Groupe		198 445	228 051
Intérêts minoritaires (réserves)		9	39
Intérêts minoritaires (résultat)		-26	41
Intérêts minoritaires		-17	79
Capitaux propres		198 429	228 130
Dettes financières	7.1	223 000	51 723
Instruments financiers		3 052	3 877
Impôts différés passifs	8.1	6 322	6 731
Provisions		20 451	19 307
Autres passifs	4.4	13 595	14 376
Passif non courant		266 422	96 014
Dettes financières	7.1	4 335	347 213
Instruments financiers		5	5
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		54 295	54 470
Dettes fiscales et sociales		66 823	70 632
Provisions		2 953	2 333
Autres passifs	4.4	72 422	61 657
Passif courant		200 832	536 311
Passifs des activités destinées à être cédées		597	3 823
TOTAL Passif		666 280	864 280

(1) Retraité voir note 1.1

3.2 Compte de résultat consolidé

En milliers euros	Note	30.06.2016	30.06.2015 ⁽¹⁾	Variation
Chiffre d'affaires		215 509	206 661	+4.3%
Autres produits de l'activité		-	-	-
Achats consommés		-16 966	-20 009	-15.2%
Charges externes		-63 290	-52 718	+20.1%
Impôts et taxes		-3 684	-5 728	-35.7%
Frais de personnel	5.1	-103 670	-92 148	+12.5%
Dotations et reprises aux provisions		-2 454	-1 529	+60.5%
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		-	-	-
Autres produits et charges d'exploitation		240	585	-58.9%
EBITDA		25 685	35 115	-26.9%
Dotation aux amortissements		-16 443	-14 845	+10.8%
Résultat opérationnel courant		9 243	20 270	-54.4%
Dépréciation écarts d'acquisition		-	-	-
Produits et charges non récurrents		-3 731	-4 152	-10.1%
Autres produits et charges opérationnels non courants	4.1	-3 731	-4 152	-10.1%
Résultat opérationnel		5 511	16 118	-65.8%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		974	1 063	-8.4%
Coût de l'endettement financier brut		-25 458	-24 984	+1.9%
Autres produits et charges financiers		634	674	-5.9%
Coût de l'endettement financier net	7.2	-23 851	-23 247	+2.6%
Impôts sur les bénéfices		-530	-1 635	-67.6%
Impôts différés		-1 187	-483	+145.7%
Total d'impôts	8.1	-1 717	-2 119	-18.9%
Quote-part du Résultat net des sociétés mises en équivalence		1 082	952	+13.6%
Résultat net des activités poursuivies		-18 974	-8 295	-128.7%
Résultat net des activités cédées	3.3	-826	32 450	n.m.
Résultat net consolidé		-19 801	24 155	n.m.
Part du groupe	A	-19 775	24 164	n.m.
Intérêts minoritaires		-26	-9	n.m.
Nombre moyen d'actions hors autocontrôle	B	13 953 978	13 954 653	-
Résultat courant par action (en euros)		-1,1	-0,3	n.m.
Résultat par action (en euros)	A/B	-1,4	1,7	n.m.
Instruments dilutifs		Néant	Néant	n.m.
Résultat dilué par action (en euro)		-1,4	1,7	n.m.

(1) Retraité voir note 1.1

3.3 Etat du résultat global consolidé

<i>En milliers euros</i>	Note	30.06.2016	30.06.2015 ⁽¹⁾	Variation
Résultat net consolidé		-19 801	24 155	n.m.
Autres éléments du résultat global				
Ecart de conversion		-8 886	-53 478	n.m.
Actions gratuites		149	-1 021	n.m.
Couverture instruments financiers (net d'impôt)		80	239	n.m.
Couverture d'investissements nets		-	-	-
Ecart actuariel afférent aux provisions pour retraite		-441	-386	n.m.
Eléments comptabilisés en capitaux propres net d'impôts		-9 097	-54 646	n.m.
Résultat global total		-28 897	-30 491	n.m.
Part des minoritaires		-9	-13	n.m.
Part du Groupe		-28 888	-30 477	n.m.

(1) Retraité voir note 1.1

3.4 Tableau des variations des capitaux propres consolidés

En milliers d'euros	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Ecarts de conversion	Total part Groupe	Minoritaires	Total
Solde au 01.01.2014 corrigé	13 337	185 561	154 533	-9 234	344 198	376	-344 574
Résultat de la période			-199 724		-199 724	24	-199 700
Résultat enregistrés directement en capitaux propres					0		0
• Opérations sur titres			-389		-389		-389
• Couverture instruments financiers			-587		-587		-587
• Couverture d'investissements nets					0		0
• Ecarts de conversion				72 760	72 760		72 760
• Ecarts actuariels afférents aux prov. pour retraites			-24		-24		-24
Résultat global de la période			-200 724	72 760	-127 964	24	-127 940
Transactions avec les actionnaires							
• Opération sur capital						-53	-53
• Distribution de dividendes (1)						-74	-74
• Actions propres			650		650		650
Total des transactions avec les actionnaires			650	-	650	-127	523
Autre variations		-2 606	2 380		-226		-226
Variations de périmètre			-5	51	46	-131	-85
Solde au 31.12.2014	13 337	182 955	-43 166	63 578	216 704	142	216 846
Résultat de la période			66 957		66 957	41	66 998
Résultat enregistrés directement en capitaux propres					0		0
• Opérations sur titres			-904		-904		-904
• Couverture instruments financiers			754		754		754
• Couverture d'investissements nets					0		0
• Ecarts de conversion				-55 108	-55 108		-55 108
• Ecarts actuariels afférents aux prov. pour retraites			438		438		438
Résultat global de la période			67 246	-55 108	12 138	41	12 179
Transactions avec les actionnaires							
• Opération sur capital						-33	-33
• Distribution de dividendes (1)						-70	-70
• Actions propres			-707		-707		-707
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	-707	0	-707	-103	-810
Autre variations		-182 955	182 871		-84		-84
Variations de périmètre					0		0
Solde au 31.12.2015	13 337	0	206 244	8 469	228 051	80	228 131
Résultat de la période			-19 775		-19 775	-26	-19 801
Résultat enregistrés directement en capitaux propres							
• Opérations sur titres			149		149		149
• Couverture instruments financiers			80		80		80
• Couverture d'investissements nets					0		0
• Ecarts de conversion				-8 902	-8 902	17	-8 886
• Ecarts actuariels afférents aux prov. pour retraites			-441		-441		-441
Résultat global de la période	0	0	-19 986	-8 902	-28 888	-9	-28 897
Transactions avec les actionnaires							
• Opération sur capital					0		0
• Distribution de dividendes (1)					0	-87	-87
• Actions propres					0		0
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	0	0	0	-87	-87
Autre variations			-717		-717		-717
Variations de périmètre					0		0
Solde au 30.06.2016	13 337	0	185 542	-433	198 445	-16	198 429

(1) Le montant total des dividendes est distribué au titre d'action ordinaire. Il n'existe pas d'autre catégorie d'actions. Il n'y a pas eu d'émission, de rachat ou de remboursement de titres de capitaux sur les années 2014 à 2016 hormis les actions achetées dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites.

3.5 Tableau de flux de trésorerie consolidés

En milliers euros	Note	30.06.2016	31.12.2015	30.06.2015 ⁽¹⁾
Résultat net consolidé		-19 801	66 998	24 155
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-1 082	-1 348	-995
Dotations aux amortissements et provisions		24 511	31 546	14 987
Plus ou moins-values de cession		-38	-46 857	-30 792
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		3 591	50 339	7 354
Coût de l'endettement financier net		23 854	40 120	22 585
Charges d'impôt		1 722	-14 431	5 323
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		29 167	76 028	35 262
Impôt versé		-2 251	-12 127	-8 682
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité : Besoin ⁽²⁾		-10 638	-24 072	-25 188
Flux de trésorerie générés par l'activité après impôt versé et variation du besoin en fond de roulement	A	16 278	39 829	1 392
<i>Dont flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités non poursuivies</i>		-224	6 419	4 830
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		-20 976	-51 229	-22 749
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-7 811	-10 231	-6 139
Acquisitions d'immobilisations financières		-	-	-
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		492	1 416	1 389
Cessions d'immobilisations financières		-130	927	1 717
Incidence des variations de périmètre		-1 448	336 347	323 982
Dividendes reçus hors groupe		-	81	12
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	B	-29 872	277 311	298 212
<i>Dont flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies</i>		-9	-7 482	-7 482
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-	-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-17	-69	-
Augmentation de capital en numéraire		-	-	-
Émissions d'emprunts		169 000	-	-
Remboursements d'emprunts		-340 262	-147 563	-60 848
Intérêts versés sur emprunts		-30 491	-42 681	-24 951
Autres produits et charges financiers versés ou reçus		-566	-1 130	-467
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	C	-202 337	-191 443	-86 266
<i>Dont flux nets de trésorerie liée aux opérations de financement des activités non poursuivies</i>		-2	-852	-850
Variation de trésorerie hors effet devises	A+B+C	-215 930	125 698	213 338
Incidence des variations de cours des devises		-845	2 707	2 947
Variation de trésorerie		-216 775	128 405	216 285
Trésorerie nette d'ouverture		228 120	99 715	99 715
Trésorerie nette de clôture		11 345	228 120	316 000

⁽¹⁾ retraité voir note 1.1

⁽²⁾ La variation du BFR a été impactée par l'arrêt de l'affacturage ainsi que la cession de l'activité CRM et données stratégiques à IMS Health le 1^{er} avril 2015

3.6 Notes annexes aux états financiers consolidés

Note 1	Principes Comptables	43	Note 6	Immobilisations incorporelles	56
Note 2	Périmètre de consolidation	46	6.1	Ecarts d'acquisition	56
2.1	Tableau de variation de périmètre	46	Note 7	Financement et instruments financiers	57
2.2	Titre mis en équivalence	46	7.1	Endettement financier net	57
Note 3	Information sectorielle	47	7.2	Coût de l'endettement net	61
3.1	Information sectorielle S1 2016	47	Note 8	Impôts	60
3.2	Information sectorielle S1 2015	49	8.1	Impôt différé	60
3.3	Actifs détenus en vue de la vente, activités non poursuivies ou cédées	53	Note 9	Capitaux propres et résultats par actions	63
Note 4	Données opérationnelles	54	9.1	Capital	63
4.1	Autres produits et charges opérationnels non courants	54	9.4	Actions propres	63
4.2	Production immobilisée	54	Note 10	Autres informations	64
4.3	Créances clients	55	10.1	Saisonnalité	64
4.4	Autres passifs	55	10.2	Faits marquants de l'exercice	64
Note 5	Charges et avantages au personnel	56	10.3	Evénements post-clôture	64
5.1	Frais de personnel	56	10.4	Engagements hors bilan	64
5.2	Effectifs	56	Note 11	Méthodes comptables	65

Note 1 Principes Comptables

Les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2016 sont établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils correspondent à des états financiers intermédiaires condensés, et n'incluent pas l'intégralité des informations nécessaires aux états financiers annuels. Les états financiers consolidés au 30 juin 2016 sont donc à lire de manière conjointe avec les états financiers consolidés du Groupe publiés au 31 décembre 2015.

Les principes comptables applicables par le Groupe pour établir les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2016, sont identiques à ceux appliqués par le Groupe au 31 décembre 2015 et sont conformes aux normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Ces principes comptables sont décrits dans le paragraphe « Principes Comptables » des comptes consolidés du document de référence 2015.

Les états financiers consolidés condensés ont été revus par le Conseil d'Administration de Cegedim SA du 15 septembre 2016. Ils ont fait l'objet d'un examen par le Comité d'Audit du 13 septembre 2016.

1.1 Réconciliation entre les comptes 2015 publiés et ceux présentés en comparatif

CORRECTION DU TRAITEMENT COMPTABLE DES ACTIVITES DE LOCATION DANS LES COMPTES CONSOLIDES DE CEGEDIM

Cegelease est une filiale à 100% de Cegedim qui propose depuis 2001 des offres de location au travers de contrats principalement destinés aux officines pharmaceutiques et aux professionnels de santé en France.

A l'origine, ces solutions de location s'adressaient aux pharmaciens clients du Groupe Cegedim qui souhaitaient louer, plutôt qu'acheter comptant, leurs logiciels de gestion d'officine.

Au fil du temps, l'activité de la société Cegelease a évolué, passant de revendeur exclusif des produits développés par le Groupe, à broker de contrats de location multi-solutions (concernant des produits du Groupe mais aussi de sociétés tierces) et multi-clients (certains clients n'étant pas communs à d'autres filiales du Groupe).

Cette évolution s'est traduite par la correction du traitement comptable des activités de location dans les comptes consolidés de Cegedim lors de la publication comptes 2015 publié le 23 mars 2016.

Cette correction est décrite dans la Note 1 « Principe comptable » du Chapitre 4.6 aux pages 89 à 94 du Document de Référence 2015 déposé auprès de l'AMF le 31 mars 2016.

Chiffre d'affaires du premier semestre 2015 par division

En millions d'euros	30.06.2015 publié	Impact IFRS 5 Cegedim Kadrigé	Correction contrats location	Regroupement de division	30.06.2015 retraité
		(1)	(2)	(3)	
Assurance santé, RH et e-services	111,5	-0,8	-	-	110,7
Professionnels de santé	76,5	-	-	17,5	94,0
Cegelease	56,1	-	-38,6	-17,5	-
Activités non réparties	1,9	-	-	-	1,9
Groupe Cegedim	246,1	-0,8	-38,6	0	206,7

(1) : Le Groupe Cegedim a décidé de céder la société Cegedim Kadrigé et fait donc apparaître l'incidence de cette activité dans des postes séparés du compte de résultat et du bilan consolidés, conformément à la norme IFRS 5.

(2) : La correction du traitement comptable des contrats portés, ainsi que des contrats cédés avec mandat de gestion et des contrats adossés, impacte négativement le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2015 précédemment publié de 38,6 M€.

Les activités de location représentant moins de 10% du chiffre d'affaires et de l'EBITDA du Groupe, le reporting interne du Groupe ne suit plus ces activités de façon séparée. Elles sont classées au sein du secteur « Professionnels de santé », comme c'était le cas à la clôture annuelle 2014.

Compte de résultat du premier semestre 2015

<i>En milliers euros</i>	30.06.2015 ⁽¹⁾	Correction contrats location	30.06.2015 pour comparatif
Chiffre d'affaires	245 311	-38 650	206 661
Autres produits de l'activité	-	-	-
Achats consommés	-45 302	25 293	-20 009
Charges externes	-59 701	6 983	-52 718
Impôts et taxes	-5 728		-5 728
Frais de personnel	-92 148		-92 148
Dotations et reprises aux provisions	-1529		-1 529
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	-		-
Autres produits et charges d'exploitation	585		585
EBITDA	41 489	-6 374	35 115
Dotation aux amortissements	-21 175	6 330	-14 845
Résultat opérationnel courant	20 314	-44	20 270
Dépréciation écarts d'acquisition	-		-
Produits et charges non récurrents	-4 152		-4 152
Autres produits et charges opérationnels non courants	-4 152		-4 152
Résultat opérationnel	16 162	-44	16 118
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1 063		1 063
Coût de l'endettement financier brut	-24 984		-24 984
Autres produits et charges financiers	674		674
Coût de l'endettement financier net	-23 247		-23 247
Impôts sur les bénéfices	-1 635		-1 635
Impôts différés	-500	17	-483
Total d'impôts	-2 135	17	-2 119
Quote-part du Résultat net des sociétés mises en équivalence	952		952
Résultat net des activités poursuivies	-8 268	-27	-8 295
Résultat net des activités cédées	32 450		32 450
Résultat net consolidé	24 182	-27	24 155
Part du groupe	24 191	-27	24 164
Intérêts minoritaires	-9		-9

(1)retraité de l'impact IFRS 5 de Cegedim Kadrigé .

Tableau de flux de trésorerie du premier semestre 2015

<i>En milliers euros</i>	30.06.2015 ⁽¹⁾	Correction contrats location	30.06.2015 pour comparatif
Résultat net consolidé	24 181	-27	24 155
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-995		-995
Dotations aux amortissements et provisions	21 317	-6 330	14 987
Plus ou moins-values de cession	-30 792		-30 792
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	13 711	-6 357	7 354
Coût de l'endettement financier net	22 585		22 585
Charges d'impôt	5 340	-17	5 323
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	41 636	-6 374	35 262
Impôt versé	-8 682		-8 682
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité : Besoin	-23 073	-2 115	-25 188
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité : Dégagement	-	-	-
Flux de trésorerie générés par l'activité après impôt versé et variation du besoin en fond de roulement	9 881	-8 489	1 392
<i>Dont flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités non poursuivies</i>	<i>4 830</i>		<i>4 830</i>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-22 925	176	-22 749
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-14 452	8 313	-6 139
Acquisitions d'immobilisations financières	-		-
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 389		1 389
Cessions d'immobilisations financières	1 717		1 717
Incidence des variations de périmètre	323 982		323 982
Dividendes reçus hors groupe	12		12
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	289 723	8 488	298 212
<i>Dont flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies</i>	<i>-7 482</i>		<i>-7 482</i>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-		-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-		-
Augmentation de capital en numéraire	-		-
Émissions d'emprunts	-		-
Remboursements d'emprunts	-60 848		-60 848
Intérêts versés sur emprunts	-24 951		-24 951
Autres produits et charges financiers versés ou reçus	-467		-467
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-86 266	0	-86 266
<i>Dont flux nets de trésorerie liée aux opérations de financement des activités non poursuivies</i>	<i>-850</i>	<i>0</i>	<i>-850</i>
Variation de trésorerie hors effet devises	213 338	0	213 338
Incidence des variations de cours des devises	2 947		2 947
Variation de trésorerie	216 285		216 285
Trésorerie nette d'ouverture	99 715		99 715
Trésorerie nette de clôture	316 000	0	316 000

(1)retraité de l'impact IFRS 5 de Cegedim Kadrigé .

Note 2 Périmètre de consolidation

2.1 Tableau de variation de périmètre

2.1.1 ENTREPRISES ENTRANTES DANS LE PERIMETRE

Entreprises concernées	% de détention à la clôture	% de détention de l'exercice	% de détention exercice précédent	Méthode de conso. de l'exercice	Méthode de conso. de l'exercice précédent	Observations
CHS Russie	100,00%	100,00%	-	IG	-	Création
CHS Ukraine	100,00%	100,00%	-	IG	-	Création

2.1.2 ENTREPRISES SORTANTES DU PERIMETRE

Entreprises concernées	% de détention à la clôture	% de détention de l'exercice	% de détention exercice précédent	Méthode de conso. de l'exercice	Méthode de conso. de l'exercice précédent	Observations
PGI	-	-	100,00%	-	IG	TUP de PGI dans Alliadis

2.2 Titres mis en équivalence

2.2.1 VALEUR DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE

Entité	%intérêt 31.12.2015	Résultat 31.12.2015	QP résultat 31.12.2015	Situation nette 31.12.2015	QP situation nette total 31.12.2015	Ecarts d'acquisition	Provision risque	Valeur nette des titres ME au 31.12.2015
Edipharm	20,00%	284	57	354	71	-	-	71
Infodisk	34,00%	-8	-3	-63	-22	-	-	-22
Millennium	49,22%	2 663	1 311	14 643	7 207	2 859	-	10 066
Tech Care Solutions	50,00%	-117	-58	-35	-17	-	-	-17
Galaxy Santé	49,00%	-1	0	16	8	-	-	8
Total		2 822	1 306	286	47	2 859	0	10 105

Entité	%intérêt 30.06.2016	Résultat 30.06.2016	QP résultat 30.06.2016	Situation nette 30.06.2016	QP situation nette total 30.06.2016	Ecarts d'acquisition	Provision risque	Valeur nette des titres ME au 30.06.2016
Edipharm	20,00%	155	31	224	45	-	-	45
Infodisk	34,00%	-222	-75	-285	-97	-	97	0
Millennium	49,22%	2 199	1 082	12 843	6 321	2 859	-	9 180
Tech Care Solutions	50,00%	89	44	54	27	-	-	27
Galaxy Santé	49,00%	-1	-1	14	7	-	-	7
Total		2 219	1 082	12 851	6 303	2 859	97	9 258

2.2.2 VARIATION DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE

La variation des titres mis en équivalence s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	
Titres mis en équivalence au 01.01.2016	10 105
Distribution dividendes	-2 025
Augmentation de capital	
Quote-part résultat au 30.06.2016	1 082
Provision pour risque	97
Entrée de périmètre	
Total	9 258

Note 3 Information sectorielle

3.1 Information sectorielle 2016

Les activités du Groupe Cegedim sont réparties au sein de 2 divisions opérationnelles, qui ont été légèrement remaniées suite à la cession de la division *CRM et données stratégiques* à IMS Health effective au 1^{er} avril 2015. L'information sectorielle publiée à compter du 1^{er} trimestre 2015 suit le découpage de ces nouvelles divisions, qui sont le reflet du reporting interne.

Le Groupe a, ponctuellement en 2015, fait apparaître les activités Cegelease au sein d'une division distincte. Ce découpage n'est plus d'actualité et la présentation retenue depuis la clôture 2015 est identique à celle qui prévalait au 31 décembre 2014, avec les activités Cegelease incluses dans la division *Professionnels de santé*.

3.1.1 ELEMENTS DU COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2016

<i>En milliers d'euros</i>		Assurance santé, RH, e-services	Professionnels de santé	Activités non réparties	Activités poursuivies 30.06.2016	Activités destinées à être cédées	Retraitem ents IFRS 5	Total 30.06.2016	Total France	Total Reste du monde
Produits sectoriels										
A	Ventes HG	124 575	89 363	1 572	215 509	1 100	-	216 609	173 738	42 870
B	Ventes aux autres secteurs du Groupe	1 598	1 811	17 300	20 709	-	-	20 709	19 771	938
A+B	CA total secteur	126 172	91 174	18 871	236 218	1 100	-	237 318	193 509	43 808
Résultat sectoriel										
C	Résultat opérationnel courant	10 509	951	-2 217	9 243	-818	-	8 424		
D	EBITDA courant	17 796	7 437	452	25 685	-818	-	24 868		
C/A	Marge opérationnelle courante	8,4%	1,1%	-141,0%	4,2%	-74,4%	-	3,8%		
D/A	Marge EBITDA courante	14,3%	8,3%	28,8%	11,9%	-74,4%	-	11,4%		
Dotations aux amortissements sectoriels										
	Dotation aux amortissements	7 287	6 487	2 669	16 443	-	-	16 443		

3.1.2 REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE AU 30 JUIN 2016

En milliers d'euros		France	Zone Euro hors France	Zone Livre Sterling	Reste du monde	30.06.2016
Activités poursuivies	Répartition géographique	172 638	2 415	29 876	10 580	215 509
	%	80%	1%	14%	5%	100%
Activités destinées à être cédées	Répartition géographique	1 100	0	0	0	1 100
	%	100%	0%	0%	0%	100%
Total	Répartition géographique	173 738	2 415	29 876	10 580	216 609
	%	80%	1%	14%	5%	100%

3.1.3 ELEMENTS DU BILAN AU 30 JUIN 2016

En milliers d'euros	Assurance santé, RH, e-services	Professionnels de santé	Activités non réparties	Activités poursuivies 30.06.2016	Activités destinées à être cédées	Total 30.06.2016	Total France	Total reste du monde
Actif sectoriels								
Ecart d'acquisition (Note 6.1)	61 432	128 041	-	189 473	-	189 473	102 965	86 508
Immobilisations incorporelles	49 821	75 493	4 894	130 208	-	130 208	69 374	60 834
Immobilisations corporelles	5 865	7 868	10 417	24 149	9	24 158	18 966	5 193
Titres mis équivalence	71	9 187	-	9 258	-	9 258	51	9 207
Total net	117 189	220 589	15 311	353 089	9	353 097	191 356	161 741
Investissements de l'exercice (en valeurs brutes)								
Ecart d'acquisition (Note 6.1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	8 400	11 101	1 475	20 976	-	20 976	12 148	8 828
Immobilisations corporelles	2 488	2 047	3 276	7 811	-	7 811	5 834	1 977
Titres mis équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-
Total brut	10 888	13 148	4 751	28 787	-	28 787	17 982	10 805
Passifs sectoriels (1)								
Passifs non courants								
Provisions	11 912	7 880	659	20 451	208	20 659	20 633	26
Autres passifs	-	13 595	-	13 595	-	13 595	13 595	-
Passifs courants								
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 548	24 776	3 971	54 295	134	54 429	39 250	15 179
Dettes fiscales et sociales	47 095	17 912	1 815	66 823	243	67 066	60 638	6 428
Provisions	1 415	1 538	-	2 953	-	2 953	2 953	-
Autres passifs	33 967	38 165	289	72 422	9	72 431	62 897	9 535

(1) La contribution de la société Cegedim SA dans les passifs reste affectée par défaut dans le secteur Assurance santé, RH & e-services, sans éclatement sectoriel.

3.2 Information sectorielle 2015

Des modifications de présentation ont été apportées aux comptes IFRS au 30 juin 2015, initialement publiés le 27 octobre 2015, à la suite de la réorganisation des divisions en fonction du nouveau reporting interne et de la correction du traitement comptable des activités de location dans les comptes consolidés de Cegedim. Ces modifications ont été intégrées à chaque poste de chaque secteur au 30 juin 2015 présenté ci-dessous, pour les montants suivants :

3.2.1 ELEMENTS DU COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2015

En milliers d'euros	Assurance santé, RH, e-services	Professionnels de santé	Activités non réparties	Activités poursuivies 30.06.2015	Activités cédées	Retraitements IFRS 5	Total 30.06.2015	Total France	Total Reste du monde
Produits sectoriels									
Ventes HG (sauf CA vers activités cédées)	110 555	92 633	1 435	204 623	104 526	-	309 148	190 760	118 388
CA vers activités cédées	157	1 391	490	2 038	-	-2 038	-	-	-
CA vers les activités poursuivies	-	-	-	-	453	-453	-	-	-
A Ventes HG	110 712	94 024	1 925	206 661	104 978	-2 491	309 148	190 760	118 388
B Ventes entre les activités poursuivies	1 199	1 508	10 469	13 176	-	-	13 176	12 177	999
A+B CA total secteur	111 912	95 532	12 394	219 837	104 978	-2 491	322 324	202 937	119 387
Résultat sectoriel									
C Résultat opérationnel courant	12 789	8 540	-1 059	20 270	5 660	-	25 930		
D EBITDA courant	20 702	14 171	242	35 115	5 660	-	40 775		
C / A D	Marge opérationnelle courante	11,6%	9,1%	-55,0%	9,8%	5,4%	-	8,4%	
C / A D	Marge EBITDA courante	18,7%	15,1%	12,6%	17,0%	5,4%	-	13,2%	
Dotations aux amortissements sectoriels									
Dotation aux amortissements	7 913	5 631	1 302	14 845	-	-	14 845		

3.2.2 REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE AU 30 JUIN 2015

En milliers d'euros		France	Zone Euro hors France	Zone Livre Sterling	Reste du monde	30.06.2015
Activités poursuivies	Répartition géographique	163 328	2 914	31 247	9 172	206 661
	%	79%	1%	15%	4%	100%
Activités cédées	Répartition géographique	27 432	19 204	5354	50 497	102 487
	%	26%	19%	5%	50%	100%
Total	Répartition géographique	190 760	22 118	36 601	59 669	309 148
	%	62%	7%	12%	19%	100%

3.2.3 ELEMENTS DU BILAN AU 31 DECEMBRE 2015

<i>En milliers d'euros</i>	CRM et données stratégiques non apportées	Assurance santé, RH, e-services	Professionnels de santé	Activités non réparties	Activités poursuivies 31.12.2015	Activités destinées à être cédées	Total 31.12.2015	Total France	Total reste du monde
Actif sectoriels									
Ecart d'acquisition (Note 6.1)	-	57 926	130 622	0	188 548	-	188 548	102 965	85 583
Immobilisations incorporelles	-	49 410	72 345	3 333	125 089	-	125 089	66 818	58 271
Immobilisations corporelles	-	5 588	9 039	7 480	22 107	-	22 107	15 704	6 403
Titres mis équivalence (Note 2.4)	-	53	10 052	-	10 105	-	10 105	56	10 049
Total net	-	112 977	222 058	10 814	345 849	-	345 849	185 543	160 306
Investissements de l'exercice (en valeurs brutes)									
Ecart d'acquisition (Note 6.1)	-	7 670	4 038	-	11 709	-	11 709	-	11 709
Immobilisations incorporelles	-	15 117	22 085	1 741	38 943	-	38 943	22 434	16 509
Immobilisations corporelles	-	3 023	3 651	3 117	9 791	-	9 791	6 301	3 490
Titres mis équivalence (Note 2.4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total brut	-	25 811	29 774	4 858	60 443	-	60 443	28 735	31 708
Passifs sectoriels (1)									
Passifs non courants									
Provisions	-	11 612	7 290	405	19 307	193	19 500	19 474	27
Autres passifs	-	1 466	12 910	-	14 376	-	14 376	14 376	-
Passifs courants									
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	27 439	23 893	3 139	54 470	132	54 603	40 426	14 176
Dettes fiscales et sociales	-	49 232	19 560	1 840	70 633	318	70 950	63 150	7 801
Provisions	-	1 261	1 073	-	2 333	-	2 333	2 333	-
Autres passifs	-	23 297	37 971	390	61 658	2	61 660	50 650	11 009

(1) La contribution de la société Cegedim SA dans les passifs reste affectée par défaut dans le secteur Assurance santé, RH & e-services, sans éclatement sectoriel.

Des modifications de présentation ont été apportées aux comptes IFRS au 30 juin 2015, initialement publiés le 27 octobre 2015, à la suite de la réorganisation des divisions en fonction du nouveau reporting interne et de la correction du traitement comptable des activités de location dans les comptes consolidés de Cegedim. Ces modifications ont été intégrées à chaque poste de chaque secteur au 30 juin 2015 présenté ci-dessous, pour les montants suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Assurance santé, RH, e-services	Professionn els de santé	Cegelease	Activités non réparties	Activités poursuivies 30.06.2015	Activités destinées à être cédées	Retraitement IFRS	Total 530.06.2015
Produits sectoriels								
Ventes HG (sauf CA vers activités cédées) publié	111 392	75 491	55 791	1 435	244 110	103 688	-	347 798
Regroupement de division	-	55 791	-55 791	-	-	-	-	-
Impact IFRS 5 Cegedim Kadrigé	-837	-	-	-	-837	837	-	-
Correction contrats de location		-38 649	-		-38 649	-	-	-38 649
Ventes HG (sauf CA vers activités cédées) 30.06.2015	110 555	92 633	-	1 435	204 623	104 525	-	309 148
CA vers activités cédées publié	157	1 048	343	490	2 038	-	-2 038	-
Regroupement de division	-	343	-343	-	-	-	-	-
CA vers activités cédées 30.06.2015	157	1 391	-	490	2 038	-	-2 038	-
CA vers les activités poursuivies publié	-	-	-	-	-	457	-457	-
Impact IFRS 5 Cegedim Kadrigé	-	-	-	-	-	-4	4	-
CA vers activités les activités poursuivies 30.06.2015	-	-	-	-	-	453	-453	-
Ventes hors Groupe	110 712	94 024	-	1 925	206 661	104 978	-2 491	309 148
Ventes entre les activités poursuivies publié	1 199	12 857	1 134	10 469	25 659	-	-	25 659
Regroupement de division	-	1 134	-1 134	-	-	-	-	-
Correction contrats de location		-12 483	-		-12 483	-	-	-12 483
Ventes entre les activités poursuivies 30.06.2015	1 199	1 508	-	10 469	13 176	-	-	13 176
CA total du secteur au 30.06.2015	111 911	95 532	-	12 394	219 837	104 978	-2 491	322 324

<i>En milliers d'euros</i>	Assurance santé, RH, e-services	Professionnels de santé	Cegelease	Activités non réparties	Activités poursuivies 30.06.2015	Activités destinées à être cédées	Retraitement IFRS	Total 530.06.2015
Résultat sectoriel								
Résultat opérationnel courant publié	11 640	6 888	1 697	-1 059	19 165	6 809	-	25 974
Regroupement de division	-	1 697	-1 697	-	-	-	-	-
Impact IFRS 5 Cegedim Kadrigé	1 149	-	-	-	1 149	-1 149	-	-
Correction contrats de location		-44	-	-	-44	-	-	-44
Résultat opérationnel courant 30/06/2015	12 789	8 540	-	-1 059	20 270	5 660	-	25 930

<i>En milliers d'euros</i>	Assurance santé, RH, e-services	Professionnels de santé	Cegelease	Activités non réparties	Activités poursuivies 30.06.2015	Activités destinées à être cédées	Retraitement IFRS	Total 530.06.2015
Dotations aux amortissements sectoriels								
Dotations aux amortissements publiés	7 913	5 572	6 388	1 302	21 175	-	-	21 175
Regroupement de division	-	6 388	-6 388	-	-	-	-	-
Correction contrats de location		-6 330	-	-	-6 330	-	-	-6 330
Dotations aux amortissements au 30/06/2015	7 913	5 631	-	1 302	14 845	-	-	14 845

3.3 Actifs détenus en vue de la vente, activités non poursuivies ou cédées

Cegedim a cédé sa division *CRM et données stratégiques* à IMS Health le 1^{er} avril 2015. En mars 2016, Cegedim a décidé de céder l'activité *Cegedim Kadriège*.

ACTIVITES NON POURSUIVIES

Dans le compte de résultat consolidé présenté en comparatif, les résultats des activités cédées ou en cours de cession, ont été reclassés ligne par ligne sur le poste "Résultat net des activités destinées à être cédées" pour décembre 2014 et "Résultat net des activités cédées" pour décembre 2015.

Les principaux indicateurs du compte de résultat consolidé au 30 juin 2016 et 30 juin 2015 des activités non poursuivies sont :

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	30.06.2015
Chiffre d'affaires	1 100	104 978
Achats consommés	-8	-3 707
Charges externes (1)	-322	-29 687
Impôts et taxes	-29	-1 029
Frais de personnel (1)	-1 542	-61 782
Dotations et reprises aux provisions	-14	-2 327
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	-	-1
Autres produits et charges d'exploitation	-3	-786
EBITDA	-818	5 660
Dotations aux amortissements	-1	-
Résultat opérationnel courant	-818	5 660
Dépréciation écarts d'acquisition	-	-
Produits et charges non récurrents	-	-1 666
Autres produits et charges opérationnels non courants	-	- 1 666
Résultat opérationnel	-818	3 994
Coût de l'endettement financier net	-4	663
Résultat de cession	-	30 955
Impôts sur les bénéfices	-	-3 801
Impôts différés sur les bénéfices	-4	596
Quote-part du Résultat net des sociétés mises en équivalence	-	43
Résultat net des activités destinées à être cédées	-826	-1 272
Résultat net des activités cédées	-	33 722

(1) La production immobilisée a été reclassée en frais de personnel et charges externes comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	30.06.2015
Frais de personnel	-	5 344
Charges externes	-	1 336
Production immobilisée	-	6 681

Flux de trésorerie des activités non poursuivies

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	30.06.2015
Flux net de trésorerie lié à l'activité	-224	4 830
Flux net de trésorerie lié aux investissements	-9	-7 482
Flux net de trésorerie lié aux financements	-2	-850

Note 4 Données opérationnelles

4.1 Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants s'analysent en fonction des éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	30.06.2015
Résultat opérationnel courant	9 243	20 270
Perte de valeurs sur immos corp et incorp (y.c. ECA)		
Frais de restructuration	-2 499	-2 373
Plus ou moins-value de cession d'actifs et ajustement de prix		
Autres produits et charges non courants (dont opération IMS)	-1 232	-1 779
Résultat Opérationnel	5 511	16 118

4.2 Production immobilisée

La production immobilisée a été reclassée en diminution des frais de personnel et charges externes comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	30.06.2015
Frais de personnel	14 934	10 148
Charges externes	3 734	2 537
Production immobilisée	18 668	12 685

4.3 Créances clients

<i>En milliers d'euros</i>	Clients courants	Clients non courants	30.06.2016	31.12.2015
Sociétés françaises (1)	138 245	26 945	165 190	164 953
Sociétés étrangères	33 859	-	33 859	31 924
Total valeurs brutes	172 104	26 945	199 049	196 877
Provisions	-9 672	-	-9 672	-8 410
Total valeurs nettes	162 431	26 945	189 376	188 468

(1) dont la valeur actualisée des loyers à encaisser retraitement Cegelease.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée. Ainsi, les clients en redressement ou liquidation judiciaire sont systématiquement dépréciés à 100 % et les créances échues de plus de six mois sont suivies au cas par cas et, éventuellement, dépréciées à hauteur du risque estimé de non recouvrement.

La part des échus dans le total des créances clients en valeur brute (hors provisions) s'élève à 34,7 millions d'euros au 30 juin 2016.

BALANCE AGEÉ

<i>En milliers d'euros</i>	Total créances clients échues	Créances < à 1 mois	Créances de 1 à 2 mois	Créances de 2 à 3 mois	Créances de 3 à 4 mois	Créances > à 4 mois
Sociétés françaises	17 815	2 840	4 286	3 189	528	6 973
Sociétés étrangères	16 861	1 336	2 463	955	952	11 156
Total	34 677	4 177	6 748	4 144	1 479	18 129

Sur les sociétés étrangères, les créances échues de plus de 4 mois correspondent notamment à des litiges bien identifiés, qui font l'objet d'un suivi attentif.

4.4 Autres passifs

<i>En milliers d'euros</i>	Courants		Non-courants		Total	
	30.06.2016	31.12.2015	30.06.2016	31.12.2015	30.06.2016	31.12.2015
Avances et acomptes reçus	3 269	3 327	-	-	3 269	3 327
Clients – Avoir à établir	-	-	-	-	-	-
Charges à payer	-	-	-	-	-	-
Créditeurs divers (1)	35 230	27 242	13 595	12 910	48 825	40 152
Autres dettes	35 230	27 242	13 595	12 910	48 825	40 152
Dettes sur acquisitions actifs	6	2 865	-	1 466	6	4 331
Dividendes à payer	70	-	-	-	70	-
Produits constatés d'avance	33 846	28 223	-	-	33 846	28 223
Total autres passifs)	72 422	61 657	13 595	14 376	86 016	76 033

(1) dont la valeur actualisée des loyers à payer retraitement Cegelease

Note 5 Charges et avantages au personnel

5.1 Frais de personnel

En milliers d'euros	30.06.2016	30.06.2015
Coût du personnel	-102 222	-91 858
Participation et intéressement	-1 299	-1 295
Actions gratuites	-149	1 005
Frais de personnel	-103 670	-92 148

5.2 Effectifs

En milliers d'euros	30.06.2016	30.06.2015
France	2 651	2 479
International	1 235	953
Total effectif	3 886	3 432

Note 6 Immobilisations incorporelles

6.1 Ecarts d'acquisition

Au 30 juin 2016, les écarts d'acquisition en valeur nette s'élèvent à 189 millions d'euros contre 188 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cette hausse de 1 million d'euros correspond majoritairement à (1) la réévaluation des

compléments de prix à verser sur les acquisitions Activus & Nightingale, et (2) aux effets de change sur les écarts d'acquisition libellés en livre sterling.

Division	31.12.2015	Reclassement	Périmètre	Impairment	Ecarts de conversion et autres variations	Actifs destinés à la vente	30.06.2016
Assurance santé, RH, e-services	57 926		3 506				61 432
Professionnels de santé	130 622		1 144		-3 725		128 041
Activités non réparties	0						0
Actifs destinés à la vente	0						0
Total écarts d'acquisition	188 548	0	4 650	0	-3 725	0	189 473

La norme IAS 36 paragraphe 90 indique que les UGT (unités génératrices de trésorerie) dans lesquelles un goodwill a été alloué doivent être testées au minimum sur une base annuelle et à chaque fois qu'il y a lieu de craindre une dépréciation. Cette dépréciation est définie comme la différence entre la valeur recouvrable de l'UGT et sa valeur dans les livres. La valeur recouvrable est définie par la norme IAS 36.18 comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif, moins les coûts de vente, et la valeur

d'utilité de l'actif (somme des flux actualisés attendus par la société pour cet actif).

Les réalisations du premier semestre 2016 dans le secteur Assurance santé, RH et e-services s'inscrivent dans la trajectoire des business plans utilisés pour les tests d'impairment réalisés à la clôture 2015. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié pour de ce secteur.

En revanche, les réalisations du premier semestre 2016 dans le secteur Professionnels de santé, en deçà des attentes, constituent un indice de perte de valeur ayant nécessité la mise à jour partielle des derniers tests d'impairment (31/12/2015).

Le groupe a sévéré certaines hypothèses des business plans de ce secteur afin notamment de tenir compte d'un niveau d'activité moins vigoureux, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, dans les métiers des Logiciels médecins. Les business plans prennent également en considération les

impacts temporairement défavorables de la réorganisation commerciale dans les activités pharmaciens en France.

La prise en compte de ces nouvelles hypothèses ainsi que la reconduction à l'identique des paramètres retenus pour les tests précédents (taux d'actualisation, taux de croissance à l'infini et horizon de 5 ans), n'ont pas conduit à comptabiliser une charge de dépréciation. Les écarts d'acquisition affectés au secteur Professionnels de santé ont une valeur recouvrable qui excède de plusieurs dizaines de millions d'euros la valeur nette comptable.

Note 7 Financement et instruments financiers

7.1 Endettement financier net

En milliers d'euros	30.06.2016			31.12.2015
	Financiers	Divers ⁽¹⁾	Total	
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme (> 5 ans)	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme (> 1 an, < 5 ans)	212 746	10 256	223 001	51 723
Emprunts et dettes financières à court terme (> 6 mois, < 1 an)	-	4 217	4 217	1
Emprunts et dettes financières à court terme (> 1 mois, < 6 mois)	1	-	1	347 211
Emprunts et dettes financières à court terme (< 1 mois)	2	-	2	-
Concours bancaires courants	115	-	115	2
Total dettes financières	212 864	14 473	227 336	398 937
Trésorerie active	10 766	-	10 766	231 299
Endettement Financier Net	202 098	14 473	216 571	167 638

(1) Le poste divers comprend principalement la participation pour un montant de 7 464 milliers d'euros.

TRESORERIE NETTE

En milliers d'euros	Financier	30.06.2016	31.12.2015
Concours bancaire courants	115	115	2
Trésorerie active	10 766	10 766	231 299
Trésorerie nette	10 651	10 651	231 297

TABLEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET

<i>En milliers d'euros</i>		30.06.2016	31.12.2015
Endettement net en début d'exercice	A	167 638	504 180
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement net et impôt		29 167	76 028
Impôt versé		-2 251	-12 127
Variation du besoin en fonds de roulement		-10 638	-24 072
Flux net de trésorerie générée par l'activité		16 278	39 829
Variation liée aux opérations d'investissement		-28 424	-59 036
Incidence des variations de périmètre		-1 448	336 347
Dividendes		-	-
Augmentation du capital en numéraire		-	-
Incidence des variations de cours des devises		-845	2 707
Intérêts versés sur emprunts		-30 491	-42 681
Autres produits et charges financiers versés ou reçus		-566	-1 130
Autres variations		333	-3 986
Variation nette totale de l'exercice	B	-45 163	272 050
Impact des sociétés cédées	C	-	-61 314
Impact des activités destinées à la vente	D	3 770	-3 177
Endettement net en fin d'exercice	A- B+C+D	216 571	167 638

Les emprunts bancaires sont aux conditions suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	< 1 mois	> 1 mois < 6 mois	> 6 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 an
Taux fixe	-	-	-	-	-
Taux Euribor	115	-	-	214 094	-
Total	115	-	-	214 094	-

Les principaux emprunts sont assortis de conditions portant sur les comptes consolidés. Par exemple la facilité de crédit revolving comporte notamment un ratio du niveau d'endettement net par rapport à l'excédent brut d'exploitation (ou EBITDA) consolidés et du niveau de l'excédent brut d'exploitation par rapport au niveau des frais financiers.

FINANCEMENT

En mai 2007, Cegedim a contracté un prêt de 50,0 millions d'euros auprès de son principal actionnaire FCB, le prêt FCB. L'accord de prêt entre Cegedim SA et FCB a été signé le 7 mai 2007 ; il a ensuite été amendé le 5 septembre 2008 et le 21 septembre 2011 afin d'en proroger la durée et d'en modifier le taux d'intérêt applicable. Lors de l'augmentation de capital de décembre 2009, FCB a souscrit à hauteur de 4,9 millions d'euros en convertissant une portion du prêt FCB. Ainsi le solde du prêt FCB est de 45,1 millions d'euros. Le 14 janvier 2016 le contrat de prêt a été amendé afin de le subordonner à la facilité de crédit de 200 millions d'euros souscrite le même jour, d'en proroger la durée et d'en modifier le taux d'intérêt applicable.

Le 20 mars 2013, Cegedim a émis un emprunt obligataire de premier rang à 6,75% d'un montant de 300 millions d'euros selon les règles Reg S et 144A, arrivant à échéance le 1er avril 2020. L'emprunt obligataire est coté en Bourse de Luxembourg et les codes ISIN sont XS0906984272 et XS0906984355. Le prix d'émission a été de 100% de la valeur nominale.

Le 7 avril 2014, Cegedim a émis 125 millions d'euros d'obligations additionnelles à son émission de 300 millions d'euros à 6,75% arrivant à échéance en 2020. Le prix d'émission a été de 105,75% augmenté des intérêts courus depuis le 1er avril 2014. À l'exception de la date et du prix d'émission, ces nouvelles obligations sont identiques aux obligations émises dans le cadre de l'emprunt obligataire 6,75% de 300 millions d'euros à échéance 2020 émis le 20 mars 2013. Entre 6 mai 2015 et le 25 février 2016, Cegedim a procédé sur le marché au rachat de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020 pour un montant total en principal de 110,2 millions d'euros. La société a procédé à l'annulation de ces titres. Ainsi le montant restant en circulation au 31 mars 2016 est de 314,8 millions d'euros en principal.

Le 14 janvier 2016, Cegedim a obtenu de ses banquiers une facilité de crédit revolving en euro de 200,0 millions d'euros arrivant à échéance le 14 janvier 2021.

Le 1^{er} avril 2016 Cegedim a exercé son option de call sur l'intégralité de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020, code ISIN XS0906984272 et XS0906984355, pour un montant total en principal de 314 814 000,00 euros et au prix de 105,0625% soit un montant total de 10 624 972,50 euros. La société a procédé à l'annulation de l'intégralité de ces titres. L'opération a été financée par un tirage partiel du RCF négocié en janvier 2016 combiné au produit de cession à IMS Health. A l'issue de l'opération, l'endettement du Groupe est constitué du prêt subordonné FCB pour 45,1 millions d'euros, du tirage partiel du RCF de 200 millions d'euros et de facilités de découverts.

Au 30 juin 2016, la dette était structurée de la manière suivante :

- crédit revolving de 200 millions d'euros, dont 169 millions d'euros tiré, arrivant à échéance le 14 janvier 2021 ;
- prêt FCB de 45,1 millions d'euros arrivant à échéance en janvier 2021 ;
- facilités de découvert de 24,0 millions d'euros dont 0,1 million d'euros utilisés.

L'exposition de la dette à la variation des taux Euro est partiellement couverte par une couverture de taux Euro.

Le Groupe a revendu en juin 2015 un swap receveur Euribor 1 mois pré-fixé, payeur taux fixe de 4,565% sur un montant de notionnel couvert de 20 millions d'euros à échéance 29/12/2017 contre le versement d'une soulte.

Au 30 juin 2016, la couverture de la dette à la variation des Taux Euro se compose de deux swap amortissables à prime nulle receveur Euribor 1 mois pré-fixé, payeur Taux Fixe défini comme suit :

- Taux de 4,57% sur un montant notionnel couvert de 20 millions d'euros jusqu'à l'échéance du 29/12/2017 ;
- Taux de 4,58% sur un montant notionnel couvert de 20 millions d'euros jusqu'à l'échéance du 29/12/2017 ;

Le montant total de notionnel couvert est de 40 millions d'euros au 30 juin 2016.

La charge d'intérêt liée aux emprunts bancaires, obligataires, agios et commissions bancaires s'élève à 30,5 millions d'euros au 30 juin 2016.

Les intérêts liés au prêt d'actionnaire au 30 juin 2016 s'élèvent à 0,8 million d'euros.

La variation de juste valeur de ces dérivés a été enregistrée en capitaux propres pour la part efficace de ceux qualifiés de couverture de flux de trésorerie (0,2 million d'euros) et en résultat pour leur part inefficace et pour le risque de contrepartie pris en compte conformément à IFRS 13 (0,6 million d'euros). La juste valeur à la date de clôture des instruments de couverture est de 3 millions d'euros.

RISQUE DE LIQUIDITE

Les flux de trésorerie contractuels ne sont pas actualisés.

Lorsqu'il s'agit d'un taux fixe, le taux est utilisé pour calculer les tombées d'intérêts futures.

7.2 Coût de l'endettement net

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	30.06.2015
Produits ou équivalent de trésorerie	974	1 063
Intérêts sur emprunts	-12 494	-24 950
Intérêts sur incidence rachat de la dette	-17 997	-
Intérêts courus sur emprunts	5 900	387
Intérêts sur dettes financières	-24 591	-24 563
Autres intérêts et charges financières ⁽²⁾	-867	-421
Coût de l'endettement financier brut	-25 458	-24 984
Ecart de change nets	-243	-335
Valorisation instruments financiers	-243	756
Autres produits et charges financiers non cash ⁽²⁾	1 121	253
Autres produits et charges financiers	634	674
Coût de l'endettement financier net	-23 851	-23 247

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	30.06.2015
(2) Dont intérêts FCB	-806	-1 184
Intérêts sur participation	-220	-492
Total	1 026	-1 676

Note 8 Impôt

8.1 Impôt différé

8.1.1 VENTILATION DE LA CHARGE D'IMPOT

La charge d'impôt comptabilisée en résultat de l'exercice s'élève à 1 256 milliers d'euros contre une charge de 2 237 milliers d'euros en juin 2015. La ventilation s'établit comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	30.06.2015 pour comparatif	Correction Cegelease	Cegedim Kadrigé	30.06.2015 Publié
<i>Impôt exigible</i>					
France	0	-569		113	-682
Etranger	-530	-1 066			-1 066
Total impôt exigible	-530	-1 635	0	113	-1 748
<i>Impôts différés</i>					
France	-835	-189	17	-10	-195
Etranger	-352	-294			-294
Total impôts différés	-1 187	-483	17	-10	-489
Produit total d'impôts comptabilisé en résultat	-1 717	-2 119	17	102	-2 237

8.1.2 CHARGE D'IMPOT THEORIQUE ET CHARGE D'IMPOT COMPTABILISEE

La réconciliation entre charge d'impôt théorique Groupe et la charge d'impôt effectivement comptabilisée est présentée dans le tableau suivant :

<i>En milliers d'euros</i>		30.06.2016	30.06.2015 pour comparatif	Correction Cegelease	Cegedim Kadrigé	30.06.2015 publié
Résultat net des activités poursuivies		-18 974	-8 296	-27	1 272	-9 541
Quote-part dans les sociétés MEE		-1 082	-952			-952
Impôt sur les bénéfices		1 717	2 118	-17	-102	2 237
Résultat avant impôt des sociétés intégré	(a)	-18 339	-7 130	-44	1 170	-8 256
<i>dont sociétés françaises intégrées</i>		-12 296	-9 112	-44	1 170	-10 238
<i>dont sociétés étrangères intégrées</i>		-6 043	1 982			1 982
Taux d'impôt normatif en France	(b)	34,43%	38,00%	38,00%	38,00%	38,00%
Charge d'impôt théorique	(c) = (a) x (b)	6 314	2 709	17	-445	3 137
Impact des différences permanentes		-789	-3 371		10	-3 381
Impact des différences de taux d'imposition sur résultats bénéficiaires		2 167	2 042			2 042
Impact des différences de taux d'imposition sur résultats déficitaires activés		-662				
Impôts non activés sur résultats déficitaires		-9 318	-4 536		538	-5 074
Impact crédit d'impôt		571	1 038			1 038
Charge d'impôt inscrite au compte de résultat		-1 717	-2 119	17	103	-2 238
Taux d'impôt effectif		0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

Taux d'impôt normatif en France : 34,43%

Les principaux pays contributifs à la ligne « impact des différences de taux d'imposition sur résultats bénéficiaires » sont :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2016
UK	1 491
Irlande	478
Autres	198
Total	2 167

8.1.3 ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS DIFFERES

Analyse par catégories de différence temporelle de la position nette d'impôts différés comptabilisée au bilan (avant compensation par entités fiscales des actifs et passifs d'impôts différés).

<i>En milliers d'euros</i>	31.12.2015	Reclass ement	Résultat	Variation de périmètre	Autres variation KP	Variation taux de change	Actifs/passifs destinés à la vente	30.06.2016
Reports déficitaires	20 000	-	-	-	-	-	-	20 000
Engagement de retraite	5 622	-	-16	-	-437	-	-	5 169
Provisions non déductibles	2 773	-	-821	-	-	-	-	1 952
Mise à juste valeur des instruments financiers	1 475	-	-318	-	-138	-	-	1 019
Annulation plus-value interne	139	-	3	-	-	-	-	142
Retraitement marge R&D	190	-	37	-	-	-	-	227
Autres	379	-	-119	-	1	-	-	261
Total impôts différés actifs	30 578	-	-1 233	-	-575	-	-	28 771
Ecart de conversion	0	-	-721	-	-	720	-	-1
Annulation amortissement dérogatoire	-540	-	201	-	-	-	-	-340
Retraitement Cegelease	-562	-	171	-	-	-	-	-391
Annulation amortissement fonds de commerce	-48	-	5	-	-	-	-	-43
Mise à juste valeur des instruments financiers	-90	-	90	-	-	-	-	0
Crédit-bail	-98	-	18	-	-	-	-	-80
Activation R&D	-6 553	-	422	-	-	-	-	-6 131
Retraitement dotation sur marge R&D	-14	-	-1	-	-	-	-	-15
Autres	-679	-	-139	-	-	-	-	-818
Total impôts différés passifs	-8 587	-	46	-	-	720	-	-7 818
Impôt différés nets	21 992	0	-1 187	0	-575	720	0	20 952

La variation des impôts différés constatés au bilan consolidé après compensation par entité fiscale des actifs et passifs d'impôts différés, se vérifie de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	Actifs	Passifs	Net
Au 31 décembre 2015	28 721	-6 731	21 990
Impact résultat de la période	-1 233	46	-1 187
Impact capitaux propres	-575	720	146
Impact de présentation nette par entité fiscale	361	-358	3
Reclassement en actifs / passifs destinés à la vente	-	-	-
Au 30 juin 2016	27 274	-6 322	20 952

Le montant de l'impôt correspondant aux déficits non activés des activités poursuivies au 30 juin 2016 s'élève à 71 511 milliers d'euros pour les sociétés françaises et à 15 178 milliers d'euros pour les sociétés internationales.

Note 9 Capitaux propres et résultats par actions

9.1 Capital

Au 30 juin 2016, le capital est constitué de 13 997 173 actions (dont 43 261 actions d'auto contrôle) d'un nominal de 0,9528 euro soit un capital total de 13 336 506 euros.

9.2 Actions propres

ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

Les conseils du 19 septembre 2012 et du 4 juin 2013 ont été autorisés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 8 juin 2011 à attribuer gratuitement un nombre total d'actions ne dépassant pas 10% du nombre total d'actions composant le capital aux dirigeants et salariés du Groupe Cegedim.

Le conseil du 18 septembre 2014 a été autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2014 à attribuer gratuitement un nombre total d'actions ne dépassant pas 10% du nombre total d'actions composant le capital aux dirigeants et salariés du Groupe Cegedim.

Le conseil du 28 janvier 2016 a été autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 novembre 2015 à attribuer gratuitement un nombre total d'actions ne dépassant pas 10% du nombre total d'actions composant le capital aux dirigeants et salariés du Groupe Cegedim.

Les principales caractéristiques de ces plans sont les suivantes :

- Les actions attribuées gratuitement donneront droit aux dividendes dont la distribution aura été décidée à compter de la date d'attribution.
- Le plan du 19 septembre 2012 a autorisé une attribution maximum de 31 670 actions gratuites.

- Le plan du 04 juin 2013 a autorisé une attribution maximum de 48 870 actions gratuites.
- Le plan du 18 septembre 2014 a autorisé une attribution maximum de 19 280 actions gratuites.
- Le plan du 28 janvier 2016 a autorisé une attribution maximum de 28 038 actions gratuites.
- Pour les plans 2012, 2013 et 2014, l'attribution des dites actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition de deux ans pour les bénéficiaires ayant leur résidence fiscale en France à la date d'attribution, et de quatre ans pour les bénéficiaires n'ayant pas leur résidence fiscale en France à la date d'attribution.
- Pour le plan 2016, l'attribution des dites actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition de deux ans pour les bénéficiaires ayant leur résidence fiscale en France à la date d'attribution, et de trois ans pour les bénéficiaires n'ayant pas leur résidence fiscale en France à la date d'attribution.
- Les actions seront définitivement attribuées à leurs bénéficiaires sous la seule condition : absence de démission, révocation ou licenciement.
- A compter de la date d'attribution définitive, les bénéficiaires ayant leur résidence fiscale en France à la date d'attribution devront conserver les dites actions pendant une durée de 2 ans à compter de la date d'attribution définitive.

En application de la norme IFRS 2, la charge mesurant "l'avantage" offert aux salariés est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES PLANS SONT LES SUIVANTES :

	Plan du 19.09.2012	Plan du 04.06.2013	Plan du 18.09.2014	Plan du 28.01.2016
Date de l'Assemblée Générale	08/06/2011	08/06/2011	10/06/2014	16 /11/2015
Date du Conseil d'administration	19/09/2012	04/06/2013	18/09/2014	28/01/2016
Date d'ouverture du plan	19/09/2012	04/06/2013	18/09/2014	28/01/2016
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	31 670 actions	48 870 actions	19 280 actions	28 038 actions
Prix initial de souscription	15,70€	24,46€	27,11€	30.50€
Date de libre disposition des actions gratuites				
France	18/09/2014	03/06/2015	17/09/2016	28/01/2018
Etranger	18/09/2016	03/06/2017	17/09/2018	28/01/2019

SITUATION DES PLANS AU 30 JUIN 2016

	Plan du 19.09.2012	Plan du 04.06.2013	Plan du 18.09.2014	Plan du 28.01.2016
Nombre total d'actions attribuées	6 520 actions	3 750 actions	18 030 actions	22 615 actions
Nombre total d'actions restant à acquérir, après levées d'options constatées et options annulées	0	0	0	21 079 actions
Prix d'acquisition ajusté des attributions d'actions gratuites				
France	15,24€	23,74€	26,31€	29,61€
Etranger	13,35€	20,79€	23,04€	25,93€

Note 10 Autres informations

10.1 Saisonnalité

Les activités du Groupe sont marquées par certains effets de saisonnalité du fait, entre autre, de son activité d'éditeur de logiciel.

Le résultat d'exploitation des deuxième et quatrième trimestres est généralement meilleur que celui des deux autres trimestres et, dans l'ensemble, le résultat d'exploitation du second semestre est meilleur que celui du premier. Ceci est largement dû à la nature saisonnière des processus de décision de clients de Cegedim. En particulier les divisions *Assurance santé*, *RH*, *e-services* et *Professionnels de santé* sont marquées par un certain effet de saisonnalité puisque certains clients investissent dans les offres du Groupe à la fin de l'année afin de tirer pleinement parti des leurs budgets annuels.

10.2 Faits marquants de l'exercice

A l'exception des faits indiqués ci-dessous, il n'y a eu, au cours de cette période et à la connaissance de la société, aucun événement ou changement de nature à modifier de façon significative la situation financière du Groupe.

NOUVELLE FACILITE DE CREDIT

En janvier 2016, le Groupe a mis en place une nouvelle facilité de crédit sous la forme d'un RCF de 200 millions d'euros sur 5 ans. Le taux d'intérêt appliqué pour cette facilité de crédit est égal à Euribor plus une marge. L'Euribor est au choix de Cegedim à 1, 3 ou 6 mois sachant qu'en cas de d'Euribor négatif, il est considéré comme étant égal à 0. La marge varie entre 0,70% et 1,40% en fonction du ratio de levier calculé semestriellement en juin et décembre. (Cf. Point 2.1.1.1 page 14 présent document).

EXERCICE DE L'OPTION DE CALL SUR L'INTEGRALITE DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE 2020

Le 1er avril 2016, Cegedim a exercé son option de call sur l'intégralité de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020, code ISIN XS0906984272 et XS0906984355, pour un montant total en principal de 314 814 000,00 euros et au

prix de 105,0625% soit une prime totale de 15 937 458.75 euros. La société a procédé à l'annulation de ces titres. L'opération a été financée par un tirage partiel du RCF négocié en janvier 2016 combiné au produit de cession à IMS Health. A l'issue de l'opération, l'endettement du Groupe est constitué du prêt subordonné FCB pour 45,1 millions d'euros, du tirage partiel du RCF de 200 millions d'euros et de facilités de découverts.

S&P A REVU A LA HAUSSE LA NOTATION DE CEGEDIM A BB AVEC PERSPECTIVE POSITIVE

A la suite de l'annonce de l'opération de remboursement de l'intégralité de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020, l'agence de notation Standard and Poor's a revu à la hausse le 28 avril 2016, la notation de Cegedim qui s'établit désormais à BB, perspective stable.

10.3 Evénements post-clôture

Il n'y a eu postérieurement à la clôture et à la connaissance de la société, aucun événement ou changement de nature à modifier de façon significative la situation financière du Groupe.

10.4 Engagements hors bilan

Les cautions existantes au 31 décembre 2015 ont évolué de manière non significative au cours du premier semestre 2016.

Note 11 Méthodes et principes Comptables

13.1 Méthodes de consolidation

Les filiales et participations sont incluses dans le périmètre de consolidation à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré effectivement au Groupe alors que les filiales et participations cédées sont exclues du périmètre de consolidation à compter de la date de perte de contrôle.

Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale, même si le pourcentage de détention est inférieur à 50 %. Le contrôle exclusif existe lorsque la société mère détient, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise de manière à tirer avantage de ses activités.

- La méthode de l'intégration globale mise en œuvre est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts minoritaires au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé.
- Les participations sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires, telles que les sociétés en participation sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.
- Les participations sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient un pourcentage de droits de vote supérieur ou égal à 20 %. Selon cette méthode, le Groupe enregistre sur une ligne spécifique du compte de résultat consolidé la «quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence».

La liste des entités consolidées est présentée en note 2. Certaines sociétés, non significatives au regard du Groupe, ne sont pas consolidées.

13.2 Regroupement d'entreprises (IFRS3)

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 – Regroupements d'entreprises.

Les actifs, passifs, et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur.

La différence existant entre le prix d'acquisition et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition (Goodwill). De manière générale, les acquisitions réalisées par le Groupe correspondent à des acquisitions de parts de marché conduisant à des affectations limitées des écarts d'acquisition. Lorsque le prix d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels

identifiés acquis, l'écart (Badwill) est immédiatement reconnu en résultat.

Les écarts d'acquisition sont comptabilisés dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise. La norme IAS 21 (§ 47) impose que les écarts d'acquisition dégagés en devises soient, à chaque clôture comptable, comptabilisés au cours de clôture et non au cours historique.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et sont soumis, conformément à la norme IAS 36 révisée, à des tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié et au minimum une fois par an (voir § « dépréciations d'actifs »). Le cas échéant, les pertes de valeur sont comptabilisées dans le poste « Autres produits et charges opérationnels non courants ».

Lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée à hauteur de la différence.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif, moins les coûts de vente, et la valeur d'utilité de l'actif (somme des flux actualisés attendus par la société pour cet actif, estimée en fonction de la rentabilité présente et future de l'activité concernée).

13.3 Immobilisations incorporelles (IAS 38)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ACQUISES SEPARÉMENT OU DANS LE CADRE D'UN REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Les immobilisations incorporelles acquises séparément (principalement des logiciels) sont enregistrées initialement à leur coût. Elles sont comptabilisées à l'actif lorsque (i) il est probable que les avantages économiques futurs qui leur sont attribuables iront au Groupe et (ii) leur coût peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont enregistrées à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les immobilisations dont la durée d'utilité est finie sont ensuite évaluées et comptabilisées selon le modèle du coût.

Les immobilisations incorporelles, à l'exception des fonds de commerce, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité économique (hors biens à durée d'utilité indéterminée). Les durées d'utilité des immobilisations incorporelles sont revues périodiquement. Le cas échéant, les changements qui en résultent sont traités prospectivement.

La valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Les pertes de valeur résultant des tests d'évaluation sont comptabilisées, le cas échéant, en « Autres produits et charges opérationnels non courants ».

DEPENSES DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT/ LOGICIELS DEVELOPPES EN INTERNE

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges au titre de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses de développement de nouveaux projets internes sont immobilisées dès lors que les critères suivants sont strictement respectés, conformément à la norme IAS 38 :

- Le projet est nettement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- La faisabilité technique du projet est démontrée et le Groupe a l'intention et la capacité financière de terminer le projet et d'utiliser ou vendre les produits issus de ce projet ;
- Il est probable que le projet développé générera des avantages économiques futurs qui bénéficieront au Groupe.

À défaut, les dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Au moment de sa mise en service, l'actif dont le développement est achevé est sorti des dépenses de développement et comptabilisé dans le poste d'actif correspondant (généralement en logiciels).

Les amortissements sont pratiqués à compter de la mise en service de l'immobilisation et sont calculés sur la base de la durée prévisible de l'utilisation de celle-ci. La typologie des projets dépend des durées de vie et s'établit comme suit :

Type de projets	Durée	Mode	Nb de projets
Projets structurants	15 ans	Linéaire	Nombre de projets très limité
Projets stratégiques	8-10 ans	Linéaire	Nombre limité
Développement courants	5 ans	Linéaire	Essentiellement des projets du Groupe
Projets ciblés	2-4 ans	Linéaire	Nombre limité

13.4 Immobilisations corporelles (IAS 16)

Les immobilisations corporelles sont principalement composées de matériel informatique et de matériel industriel et sont enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité économique, la base amortissable retenue étant le coût d'acquisition, diminué le cas échéant de la valeur résiduelle estimée.

Les durées d'utilité des immobilisations corporelles sont revues périodiquement. Le cas échéant, les changements qui en résultent sont traités prospectivement.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

Le cas échéant, une dépréciation complémentaire est comptabilisée au compte de résultat dans la rubrique « Autres produits et charges opérationnels non courants ».

Les modalités d'amortissement (durée et mode) retenues sont les suivantes :

Type de projets	Durée	Mode
Matériel informatique		
Micro-ordinateurs à usage bureautique	3-4 ans	Linéaire
Systèmes Serveurs	5 ans	Linéaire
Matériel industriel		
Matériel d'imprimerie	8-10 ans	Linéaire
Matériel et Outillage industriel	5-8 ans	Linéaire
Agencements et installations	8 ans	Linéaire
Matériel de transport	4 ans	Linéaire
Matériel de bureau	4 ans	Linéaire
Mobilier	8 ans	Linéaire

Par ailleurs, la norme IAS 16 impose l'approche par composant pour les immobilisations décomposables constituées d'éléments ayant chacun des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent. Sont concernées, au sein du Groupe Cegedim, les constructions constituées de bureaux à usage administratif et de locaux à usage industriel (atelier, entrepôt, zone de stockage...) pour lesquels des plans d'amortissement distincts ont été établis en fonction de la durée d'utilisation des différents composants (gros œuvre, façades et étanchéité, installations générales et techniques, agencements).

13.5 Contrats de location-financement (IAS 17)

Un contrat de location-financement est un contrat de location ayant pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif.

Les biens utilisés dans le cadre de contrats de location sont immobilisés à leur juste valeur, en contrepartie d'une dette financière, lorsque ces contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les paiements des loyers sont ventilés entre la charge financière (enregistrée au poste « coût de l'endettement financier net ») et l'amortissement de la dette.

Les actifs faisant l'objet d'un contrat de location financement sont amortis selon les mêmes durées que les biens, de catégorie identique, acquis en propre.

13.6 Dépréciations d'actifs (IAS 36)

Le Groupe procède à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs long terme selon le processus suivant :

- Actifs incorporels amortis (logiciels, bases de données);
- Bien qu'un amortissement soit pratiqué pour ces actifs incorporels, ils font l'objet d'un suivi individualisé. Ce suivi s'appuie sur des indices permettant de déceler une éventuelle perte de valeur : notamment productivité attendue de l'actif ou débouchés commerciaux. En présence d'un indice de perte de valeur, le Groupe réalise un test d'impairment susceptible de conduire à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire ;
- Actifs incorporels non amortis (marques, écarts d'acquisition).

Le Groupe réalise, une fois par an, des tests d'impairment afin d'évaluer les éventuelles pertes de valeur de ces actifs.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles les actifs peuvent être affectés.

La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité.

Une perte de valeur est comptabilisée dès lors que la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable.

Lorsque l'UGT testée comporte un écart d'acquisition, la dépréciation lui est affectée prioritairement.

La dépréciation est comptabilisée en « Autres produits et charges opérationnels non courants » et fait l'objet d'une mention expresse en annexe des états financiers consolidés.

Des tests de sensibilité sont réalisés sur différents paramètres, en faisant notamment varier les hypothèses retenues pour le taux d'actualisation, le taux de croissance à l'infini, les performances en matière de marge d'EBITDA et de Free Cash Flows.

UNITES GENERATRICES DE TRESORERIE (UGT)

L'UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les UGT correspondent généralement à un ensemble d'entités contribuant au même secteur d'activité (nature des prestations) et exploitant les mêmes outils.

Les UGT suivent le découpage des principaux secteurs d'activité du Groupe, eux-mêmes découpés plus finement selon des composantes métier distinctes, lorsqu'elles sont pertinentes au sens des flux de trésorerie. Le premier découpage des secteurs d'activités en UGT a été réalisé en 2007 avec l'assistance d'un cabinet d'expertise indépendant. Il a été revu au premier semestre 2013 et fin 2015, avec le même cabinet. Fin 2015, le Groupe a procédé au réexamen des niveaux de regroupement des Unités Génératrices de Trésorerie auxquelles doivent être affectés les écarts d'acquisition de la division Professionnels de santé. Les activités logiciels médecins et logiciels pharmaciens, pour lesquelles il n'est plus possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants, ont été regroupées en une seule Unité Génératrice de trésorerie (Professionnels de santé) faisant de ce secteur une seule Unité Génératrice de Trésorerie.

Depuis ce regroupement, le Groupe Cegedim compte 2 UGT, correspondant à ses deux premiers secteurs d'activités, ainsi qu'un secteur « Activités non réparties » qui n'a pas vocation à comporter d'activités opérationnelles.

Les secteurs d'activité et UGT sont les suivants :

- Assurance santé, RH et e-services : ce secteur constitue une UGT à part entière. Il regroupe les savoir-faire permettant d'élaborer les services destinés aux assurances, mutuelles et autres organismes de la chaîne de traitement des flux de santé ainsi qu'aux clients issus de l'industrie pharmaceutique ou du monde de l'entreprise.
- Professionnels de santé : ce secteur constitue une UGT à part entière et regroupe l'ensemble des services fournis aux professionnels du monde médical : médecins, pharmaciens, paramédicaux.

Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d'acquisition, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté aux UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement. Cette affectation est également en cohérence avec la manière dont la Direction du Groupe suit la performance des opérations.

VALEUR D'UTILITE

La valeur d'utilité d'une UGT est déterminée en utilisant la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF: discounting cash flows). La méthode de construction des plans d'affaires consiste à établir des projections sur 5 années, s'appuyant sur les hypothèses retenues par les différentes directions opérationnelles du Groupe dans leurs plans stratégiques. Ils sont revus par le Comité d'audit et arrêtés par le Conseil d'administration. Les flux attendus au-delà de la cinquième

année du plan sont appréhendés au travers d'une valeur terminale dont la détermination tient compte d'une marge projetée sur la base du taux moyen observé dans ces plans d'affaires et dans les proches années historiques.

TAUX D'ACTUALISATION

Le Groupe retient un taux d'actualisation unique pour toutes ses UGT. En effet, le centre de compétence, les développements de R&D ou les bases de données servant de support aux services du Groupe sont centralisés et la distribution est locale.

Pour répondre aux contraintes des paragraphes 55 et 56 de la norme IAS 36, le taux d'actualisation retenu est calculé sur la base d'un coût moyen pondéré du capital sectoriel avant impôts. Ce taux avant impôt est appliqué à des flux d'exploitation avant impôt.

Le Groupe confie le calcul de ce taux d'actualisation à un cabinet d'expertise indépendant. Les calculs font notamment référence à des échantillons de comparables boursiers et à des indices de référence permettant de déterminer une prime de risque et un bêta propre à Cegedim, ainsi qu'un ratio d'endettement cible applicable au secteur d'activité de Cegedim. Le calcul est réactualisé dès que les conditions de marché l'exigent et au moins une fois par an.

TAUX DE CROISSANCE A L'INFINI

Le taux de croissance à l'infini retenu s'appuie sur des données économiques de place pondérées de façon à tenir compte des spécificités du Groupe Cegedim.

13.7 Immobilisations financières (IAS 32 / IAS 39)

Les titres représentatifs de participation dans des sociétés non consolidées sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Ils sont initialement enregistrés au coût d'acquisition, puis évalués ultérieurement à leur juste valeur, lorsque celle-ci peut être déterminée de façon fiable.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique séparée des capitaux propres jusqu'à la cession effective des titres, date à laquelle elles sont recyclées en résultat.

Par ailleurs, lorsqu'une perte de valeur identifiée est considérée comme durable au regard des circonstances, celle-ci est comptabilisée en résultat financier.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti et font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. Les créances financières à long terme sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est jugé significatif.

13.8 Impôts différés (IAS 12)

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable inscrite dans les comptes consolidés et la base fiscale des actifs et des passifs du Groupe. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été entérinés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sur les différences temporelles déductibles et sur le report en avant de pertes fiscales non utilisées sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs permettront l'imputation des pertes fiscales non encore utilisées.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Ils sont compensés lorsque (1) l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, (2) ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale sur la même entité imposable.

13.9 Stocks de marchandises et en-cours de services (IAS 2)

STOCKS DE MARCHANDISES

Les stocks de marchandises sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable est inférieure à la valeur d'inventaire (valeur nette de réalisation).

EN-COURS DE SERVICES

La valeur d'inventaire se compose uniquement des coûts directs constatés sur les contrats en cours de réalisation. Une dépréciation est constatée quand la facturation à venir sur les travaux en cours ne permet pas de couvrir les coûts directs correspondants.

13.10 Créances clients et créances d'exploitation

CREANCES CLIENTS

Les créances clients sont évaluées initialement à la juste valeur puis au coût amorti et font l'objet d'un examen individuel. Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée.

AUTRES CREANCES

Les créances sont comptabilisées pour leur montant actualisé lorsque leur échéance de règlement est supérieure à un an et lorsque les effets de l'actualisation sont significatifs.

13.11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur sont enregistrées en résultat financier.

13.12 Actions propres (IAS 32)

Conformément à la norme IAS 32, les actions propres sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition, en réduction des capitaux propres consolidés.

Les gains (pertes) découlant de la cession des actions propres sont ajoutés (déduites) des réserves consolidées pour leurs montants nets des effets d'impôt.

Les ventes des actions propres sont comptabilisées selon la méthode FIFO.

13.13 Provisions et passifs éventuels (IAS 37)

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe une obligation du Groupe, résultant d'événements passés, dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et dont le montant peut être raisonnablement évalué. Le classement en provision est maintenu tant que l'échéance ou le montant de la sortie de ressources reste incertain.

Les provisions sont estimées au cas par cas ou sur des bases statistiques lorsqu'elles comprennent une population nombreuse d'éléments. Elles sont actualisées lorsque leur échéance est supérieure à un an. Les principales provisions dans le Groupe Cegedim (hors indemnités de départ en retraite) sont destinées à couvrir les litiges salariés, clients et fournisseurs.

13.14 Indemnités de départ à la retraite (IAS 19)

REGIMES A COTISATIONS DEFINIES

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels une entité verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant la période en cours et les périodes antérieures. Ces cotisations sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au titre duquel elles sont dues, aucun passif n'étant inscrit au bilan.

REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies.

Il s'agit principalement des engagements de retraite. Lorsque ces engagements sont directement pris en charge par les sociétés du Groupe, le montant de l'engagement actuariel correspondant donne lieu à provision au bilan.

Le Groupe applique depuis 2011 la norme IAS 19 révisée qui permet de comptabiliser directement en capitaux propres les gains et pertes actuariels nés des changements d'hypothèses intervenus dans le calcul des engagements.

Cegedim SA applique les dispositions de la recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 de l'ANC relative aux règles d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Conformément à cette recommandation, le coût des services passés non amortis au 31 décembre 2012 a été amorti par capitaux propres au 1er janvier 2014.

L'engagement actuariel est calculé selon la méthode des unités de crédit projetées et sur la base d'évaluations propres à chaque pays et à chaque société du Groupe ; ces évaluations intègrent notamment des hypothèses de progression des salaires, d'inflation, d'espérance de vie, de rotation des effectifs. Le taux appliqué pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi a été déterminé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les obligations d'entités de première catégorie. Dans les pays où ce type de marché n'était pas actif, le Groupe retient le taux à la clôture des obligations d'État.

Par ailleurs, l'impact sur l'évaluation de la provision pour indemnité de départ en retraite des changements de régime liés aux amendements des conventions collectives fait l'objet d'un étalement sur la durée d'activité résiduelle des salariés.

Enfin, lorsque cet engagement est couvert partiellement ou en totalité par des fonds versés par les sociétés du Groupe à des organismes financiers, le montant de ces placements dédiés vient en déduction, au bilan de l'engagement.

13.15 Dettes financières (IAS 32 / IAS 39)

Les frais et primes d'émission viennent impacter la valeur à l'entrée (juste valeur) des dettes financières, et sont intégrés dans le calcul du TIE (Taux d'Intérêt Effectif) conformément aux normes IAS 32 et 39. Les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêts sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le Taux d'Intérêt Effectif de l'emprunt. Les frais sont ainsi étalés sur la durée de vie de l'emprunt via le TIE.

Dans le cas de dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

13.16 Instruments dérivés et opérations de couverture

Les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations ultérieures de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en fonction de la désignation, ou non, du dérivé en tant qu'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert.

L'utilisation par le Groupe d'instruments dérivés tels que des swaps de taux, des caps ou autres contrats à terme équivalents, a pour objectif la couverture des risques associés aux fluctuations des taux d'intérêts.

Ces instruments dérivés sont enregistrés au bilan à leur valeur de marché. Les variations de valeur de marché sont comptabilisées en résultat sauf pour les opérations qualifiées de couverture de flux futurs (flux liés à une dette à taux variable) pour lesquelles les variations de valeur sont enregistrées en capitaux propres.

Dès le début de la transaction, le Groupe documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa politique de couverture.

Les éléments financiers couverts par des instruments dérivés suivent la comptabilité de couverture qui peut être de deux types :

- Couverture de juste valeur (fair value hedge) ;
- Couverture de flux futurs (cash flow hedge).

Dans le cas d'une couverture de juste valeur (fair value hedge), le passif financier sous-jacent à l'instrument dérivé est revalorisé au bilan au titre du risque couvert (risque lié à la fluctuation des taux d'intérêts). Ses variations de valeur sont enregistrées en résultat (en charges financières) et compensent les variations de valeur de l'instrument financier dérivé affecté au sous-jacent à hauteur de la partie couverte.

Dans le cas d'une couverture de flux futurs (cash flow hedge), le passif financier couvert est enregistré au bilan au coût amorti. Les variations de valeur de l'instrument dérivé sont enregistrées en capitaux propres. Au fur et à mesure que les frais ou produits financiers au titre de l'élément couvert affectent le compte de résultat pour une période donnée, les frais ou produits financiers enregistrés en capitaux propres au titre de l'instrument dérivé pour la même période sont transférés dans le compte de résultat.

Lorsqu'un instrument dérivé ne satisfait pas aux critères de la comptabilité de couverture, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat (autres profits/pertes opérationnels).

13.17 Reconnaissance des revenus (IAS 18)

Les revenus du Groupe Cegedim sont principalement constitués de prestations de services et de ventes de logiciels et, dans une faible mesure, de matériels.

PRESTATIONS DE SERVICES

Les principales catégories de prestations de services et les modes de reconnaissance des revenus sont les suivants :

- L'accès aux bases de données du Groupe fait généralement l'objet d'un abonnement, avec une facturation périodique (mensuelle ou annuelle) ; le chiffre d'affaires est ensuite enregistré à l'avancement, sur la base du temps écoulé ;
- Les études standards et spécifiques fournies par le Groupe sont comptabilisées lors de leur livraison aux clients ;
- Les traitements informatiques réalisés pour le compte de clients sont enregistrés lors de la réalisation de la prestation ;
- Les services de support (assistance, maintenance...) font l'objet d'un contrat généralement annuel, calculé sur la base d'un forfait en rapport avec les coûts et les moyens engagés par le Groupe pour assurer ces prestations. Les produits relatifs à ces contrats sont enregistrés prorata temporis sur la durée du contrat et donnent lieu, le cas échéant, à la comptabilisation de produits constatés d'avance.

VENTES DE LOGICIELS ET DE MATERIELS

Ces ventes sont enregistrées lors de la livraison, concomitante à l'installation chez le professionnel. Les éventuels escomptes et rabais sont enregistrés en diminution des ventes.

Le chiffre d'affaires issu des licences d'utilisation à durée indéterminée ou déterminée de nouveaux logiciels est comptabilisé (à condition que le Groupe n'ait pas d'autres obligations à acquitter) lorsqu'il existe un accord avec le client, que la livraison et l'acceptation sont intervenues, que le montant du revenu et des coûts afférents peut être mesuré de façon fiable, et qu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction reviendront au Groupe.

Si l'un des quatre critères n'est pas rempli, la comptabilisation du chiffre d'affaires issu de la licence d'utilisation du logiciel est différée jusqu'à ce que tous les critères soient remplis.

13.18 Méthodes de conversion des éléments en devises (IAS 21)

TRANSACTIONS EN DEVICES ETRANGERES

Les transactions en devises étrangères sont enregistrées en utilisant les taux de change applicables à la date d'enregistrement des transactions. À la clôture, les montants à payer ou à recevoir libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au taux de change de clôture.

Les différences de conversion relatives aux transactions en devises étrangères sont enregistrées dans le résultat financier. Sur les opérations d'exploitation l'exposition reste faible. Par conséquent, aucune gestion spécifique du risque de change n'est effectuée. Le Groupe n'est également pas

couvert pour les amortissements des dettes en dollar, compte tenu des revenus en dollar du Groupe.

ÉTATS FINANCIERS DES ENTITES ETRANGERES

La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro.

Les états financiers des entités étrangères utilisant une monnaie fonctionnelle différente sont convertis en euros en utilisant :

- Le cours de clôture officiel pour les actifs et passifs ;
- Le cours moyen de l'exercice clôturé pour les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie ;
- Le cours historique pour les capitaux propres.

Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique « Écarts de conversion Groupe » des capitaux propres consolidés.

L'écart de change sur les prêts intragroupe est neutralisé via l'écart de conversion Groupe (en réserves) afin de lisser les fluctuations de change car ces prêts sont de longue durée (leur règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible) et peuvent être, le cas échéant, transformés en augmentation de capital.

13.19 Etat des flux de trésorerie (IAS 7)

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 7 « État des flux de trésorerie », le tableau des flux de trésorerie consolidés est préparé en utilisant la méthode indirecte.

Celle-ci présente l'état de rapprochement du résultat net avec la trésorerie nette générée par les opérations de l'exercice. La trésorerie à l'ouverture et à la clôture inclut les disponibilités et les équivalents de trésorerie, constitués d'instruments de placement, sous déduction des concours bancaires courants.

13.20 Information sectorielle (IFRS 8)

L'information sectorielle est préparée conformément aux méthodes comptables appliquées pour l'établissement et la présentation des états financiers consolidés.

En application des dispositions de la norme IFRS 8, l'information sectorielle présente des segments opérationnels comparables aux secteurs d'activité identifiés antérieurement selon l'IAS 14.

Cette information sectorielle correspond à l'organisation du reporting interne du Groupe, qui conduit à l'élaboration des outils de pilotage utilisés par la Direction du Groupe. C'est également l'axe retenu pour la communication financière.

Les activités du Groupe sont découpées en deux secteurs d'activité opérationnels et un secteur *Activités non réparties* non opérationnel :

- *Assurance santé, RH et e-services*, regroupant les savoir-faire permettant d'élaborer les services destinés aux assurances, mutuelles et autres organismes de la chaîne de traitement des flux de santé ainsi qu'aux clients issus de l'industrie pharmaceutique ou du monde de l'entreprise.
- *Professionnels de santé* : regroupant l'ensemble des services fournis aux professionnels du monde médical : médecins, pharmaciens, paramédicaux (édition de logiciels avec mise à disposition d'informations promotionnelles) ;
- *Activités non réparties*, regroupant des activités inhérentes au statut de tête de Groupe coté ainsi que des activités de support aux deux secteurs opérationnels.

Le Groupe continue à communiquer une information par zone géographique, qui met en évidence la dichotomie France/hors France. Cette analyse est affinée pour le chiffre d'affaires consolidé, afin de mettre en évidence l'exposition du Groupe aux différentes devises, pour autant que cette information présente un caractère significatif.

Les prix de transfert au sein du Groupe sont afférents à des conventions courantes conclues à des conditions normales.

3. 7 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Société Cegedim

Période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société CEGEDIM, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.1 « Réconciliation entre les comptes 2015 publiés et ceux présentés en comparatif » qui expose les corrections du traitement comptable des activités de location du groupe.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Paris et Courbevoie, le 15 septembre 2016

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International
Solange Aïache
Associée

Mazars
Jérôme de Pastors
Associé

4

Information complémentaires

Attestation du responsable du
4.1 rapport financier des six premiers mois de 2016 74

4.2 Contacts

75

4.1 Attestation du responsable du rapport financier des six premiers mois de 2016

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour les six mois écoulés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 15 septembre 2016.

Jean-Claude Labrune
Président Directeur Général
Cegedim S.A.

4.2 Contacts

Investisseurs

Jan Eryk Umiastowski
Directeur des investissements
Directeur des Relations Investisseurs
Tél : +33 (0) 1 49 09 33 36
janeryk.umiastowski@cegedim.com

Communications & Presse

Aude Balleydier
Responsable Communication
Relations Médias
Tél : +33 (0) 1 49 09 68 81
aude.balleydier@cegedim.com

Agence de presse

Guillaume de Chamisso
Consultant Médias
PRPA Agency
Tél : +33 (0) 1 77 35 60 99
guillaume.dechamisso@prpa.fr

Adresse

127 rue d'Aguesseau
92100 Boulogne - Billancourt
Tél : +33 (0)1 49 39 22 00

Internet

www.cegedim.fr/finance

Application Mobile : Cegedim IR

Pour Smartphone et tablettes
Sur iOS et Android





Publié le 26 mai 2016



Publié le 15 septembre 2016



Disponible le 29 novembre 2016

Conception & Réalisation : Direction de la Communication Financière de Cegedim



Siège Social : 127 rue d'Aguesseau 92100 Boulogne-Billancourt – France

Téléphone : +33 1 49 09 22 00 – Fax : +33 1 46 03 45 95

E-mail : investor.relations@cegedim.com

www.cegedim.fr/finance

R.C.S. Nanterre : B 350 422 622 - Code NAF: 6311 Z

Société anonyme au capital de 13 336 506,43€

Les documents juridiques relatifs à Cegedim sont consultables au siège.